

**Mission d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour
l'accompagnement de la CTG et
la réalisation de rapports dans
le cadre de la mise en œuvre de
l'octroi de mer en Guyane**

**MISSION 1 : Elaboration du rapport annuels 2020
Rapport de phase 2
Volet 1 – Analyse macro-économique**



08 octobre 2021

Sommaire

INTRODUCTION	4
1- RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ENJEUX DU RAPPORT ANNUEL	4
2- SEQUENCEMENT DES TRAVAUX.....	5
 A-PANORAMA DES EVOLUTIONS SOCIO-ECONOMIQUES REGIONALES EN 2020.....	 6
A1- UNE CRISE INEDITE	6
A2- MAIS L'ECONOMIE GUYANAISE RESISTE AU CHOC.....	7
A2.1- L'emploi et le chômage.....	7
Une reprise de l'emploi amorcée dès le troisième trimestre 2020	7
Le chômage partiel préserve l'emploi salarié	8
Le chômage recule	9
A2.2- La dynamique entrepreneuriale.....	10
Rebond du climat des affaires	10
Hausse des créations d'entreprises	11
A2.3- Les prix et la consommation des ménages.....	11
Des prix relativement stables	11
La consommation des ménages reste dynamique	11
A2.4- Le commerce extérieur	12
 B- IDENTIFICATION ET QUANTIFICATION DES PRODUCTIONS LOCALES	 13
B1- QUANTIFICATION ET EVOLUTION DE LA PRODUCTION TOTALE DECLAREE A L'ADMINISTRATION DES DOUANES	13
B1.1- Par année.....	13
B1.2- Par secteur et division de la NAF.....	14
B1.3- Par chapitre douanier	18
B2- IDENTIFICATION ET QUANTIFICATION DE LA PRODUCTION DE PRODUITS DE LISTE DECLAREES A L'ADMINISTRATION REGIONALE DES DOUANES	21
B2.1- Par année.....	21
B2.2- Par annexe A, B et C de la Décision européenne de déc.2014 modifiée en 2019	22
B2.3- Evolution par section et division de la Nomenclature des Activités Françaises (NAF)	22
Evolution par section de la NAF (Secteur)	23
Evolution par division de la NAF	24
B2.4- Position concurrentielle des produits de liste	26
Evolution de la part de marché des produits de liste par année	26
Evolution de la part de marché par liste A, B et C de la Décision européenne	26
Evolution de la part de marché des produits de liste par secteur (Section de la NAF)	27
Evolution de la part de marché des produits de liste par branche (division de la NAF)	28
 C- ANALYSE DE LA POLITIQUE DE TAXATION ET DE DIFFERENTIEL	 31
C1- POLITIQUE DE TAXATION ET DE DIFFERENTIEL A L'OCTROI DE MER	31
C1.1- Analyse du tarif douanier.....	31
Politique de taxation à l'importation (Octroi de mer Externe : OME) en nombre de produits	31
Politique de taxation de la production locale (Octroi de mer Interne : OMI) en nombre de produits	32
C1.2- Application du tarif douanier	34
Application du tarif aux valeurs importées (hors exonération et hors régimes douaniers spécifiques)	34
Par niveau de taxation	34
Par secteur	35

Application du tarif aux valeurs importées en tenant compte des exonérations à l'importation et des régimes douaniers spécifiques)	36
Application du tarif aux valeurs produites	39
Par niveau de taxation	39
Par secteur	39
C1.3- Différentiels de taxation entre produits importés et livraisons	41
Principes et fonctionnement	41
Application des différentiels	41
Aux ventes internes (valeur) avec eau d'adduction	42
Aux ventes internes (valeur) sans eau d'adduction	43
Par liste A, B et C de la Décision européenne de 2014 modifiée en 2019	44
Par section de la NAF	46
C2- EVALUATION ET EVOLUTION DE LA DEPENSE FISCALE POUR LES COLLECTIVITES	48
C2.1- Exonération d'octroi de mer externe	48
Principe	48
Quantification	49
Quantification par secteur	50
Quantification par produit	51
C3.2- Exonération d'octroi de mer interne (application des différentiels)	59
Eléments de méthode	59
Quantification	60
C2.3- Dépense fiscale totale	64
C3- RECETTE D'OCTROI DE MER ET REPARTITION	65
C3.1- Montants collectés	65
Principe	65
Montants nets collectés par année	65
Montants collectés par type de taxe (OM et OMR)	66
Evolution de la recette totale d'octroi de mer	67
C3.2- Montants répartis	68
Répartition de la recette entre les collectivités	68
Répartition de la Dotation Globale garantie entre les communes	68
Répartition du FRDE entre les Communes	70
ANNEXES : DETAIL DE LA DEPENSE FISCALE D'OCTROI DE MER INTERNE PAR ANNEE (2016 -2019)	72
DEPENSE FISCALE D'OCTROI DE MER INTERNE EN 2016.....	73
DEPENSE FISCALE D'OCTROI DE MER INTERNE EN 2017.....	75
DEPENSE FISCALE D'OCTROI DE MER INTERNE EN 2018.....	77
DEPENSE FISCALE D'OCTROI DE MER INTERNE EN 2019.....	79

INTRODUCTION

1- Rappel du contexte et des enjeux du rapport annuel

L'élaboration des rapports annuels relatifs à la mise en œuvre du régime d'octroi de mer s'inscrit dans le cadre des prescriptions :

- ❖ **Mentionnées à l'article 23 de la loi N° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant l'article 31 de la loi N°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer.**

« ...Avant la fin du premier semestre de chaque année, le conseil régional de Guadeloupe ou de La Réunion, l'assemblée de Guyane, l'assemblée de Martinique ou le conseil départemental de Mayotte adressent au représentant de l'Etat dans la collectivité un rapport sur la mise en œuvre des exonérations pendant l'année précédente. »

- ❖ **Précisées à l'article 13 du Décret d'application N° 2015-1077 du 26 août 2015, comme suit :**

« Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 31 de la loi du 2 juillet 2004 susvisée, les assemblées délibérantes mentionnées à l'article 4 du présent décret transmettent au représentant de l'Etat au plus tard à la fin du premier semestre de chaque année civile un rapport annuel sur les écarts de taxation à l'octroi de mer et à l'octroi de mer régional. Ce rapport précise par produits la position tarifaire telle que prévue à l'article 27 de la loi du 2 juillet 2004 susvisée et, par secteurs d'activités, les justifications économiques des écarts de taux d'octroi de mer et d'octroi de mer régional fixés par délibérations. Les exonérations effectivement mises en œuvre au cours de l'année civile précédente dans chaque collectivité font l'objet d'une annexe détaillée par produits. Le rapport annuel permet de s'assurer que les exonérations accordées par les assemblées délibérantes sont à la fois nécessaires et proportionnelles au regard des handicaps structurels permanents subis par les entreprises de production situées dans ces collectivités. Le rapport établit notamment une distinction entre les exonérations prévues par les articles 6, 7, 7-1 et 37 de la loi du 2 juillet 2004 susvisée. Le rapport annuel comporte un examen de la portée économique des mesures d'exonération au regard du développement économique attendu dans les différents secteurs d'activités économiques où exercent les entreprises ».

Ces rapports se situent également dans le cadre de la **Décision du Conseil de l'Union européenne N° 940/2014/UE du 17 décembre 2014** qui fixe les conditions de fonctionnement du dispositif de différentiel de taxation entre importation et production locale jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette Décision établit la liste des produits (en référence à la nomenclature douanière) qui peuvent bénéficier de ce différentiel.

Rappelons que le dispositif a donné lieu à évaluation intermédiaire en fin d'année 2017 ; évaluation qui a conduit à une modification des listes de produits par la **Décision du Conseil de l'Union européenne N° 2019/664 du 15 avril 2019**. Le présent rapport tient compte de cette évolution.

Outre ces cadrages, la démarche évaluative de la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) porte sur l'exigence que soient mesurés de la manière la plus exemplaire et argumentée possible les surcoûts subis par les entreprises guyanaises par rapport aux entreprises européennes continentales concurrentes. L'exemplarité en la matière est d'autant plus importante que la méthode et la rigueur employées permettront à la CTG de mieux répondre aux exigences de suivi du futur dispositif d'octroi de mer et plus précisément celles figurant à l'annexe 2 du projet de Décision¹ .

¹ Cf. Note APC « Lecture critique du projet de Décision européenne de février 2021 »

2- Séquencement des travaux

Dès la notification du bon de commande, le consultant a reçu l'essentiel des données utiles à la construction d'une base de données comme suit :

- ❖ Ventes internes déclarées par code NC8 et secteur,
- ❖ Importations et exportations en quantité et en valeur par code NC8,
- ❖ Tarifs applicables en 2020,
- ❖ Statistiques d'exonérations à l'importation par code NC8 et par secteur
- ❖ Délibérations de la Collectivité relatives aux exonérations.

Partant de ces éléments, le consultant a constitué une base de données rapprochant une à une les informations collectées selon leur données communes : le code de nomenclature douanière à l'échelle NC8.

A-PANORAMA DES EVOLUTIONS SOCIO-ECONOMIQUES REGIONALES EN 2020

⇒ Sources : INSEE, IEDOM, CEROM

Avertissement

Au moment de la rédaction du présent rapport (juillet 2021), La plupart des indicateurs économiques relatifs à l'année 2020 ne sont pas encore publiés.

Nous nous référions donc ici aux différentes **projections** et analyses conduites au cours de l'année 2020 jusqu'en avril 2021.

Comme le précise le CEROM dans sa publication relative aux conséquences économiques de la crise sanitaire dans les Outre-mer : « *l'ampleur inédite du choc économique lié aux mesures d'endiguement de la première vague épidémique a présenté un véritable défi statistique. Les mesures à court terme produites par l'Insee sur la France, fondées sur des estimations de baisses d'activité par rapport à une situation considérée comme normale, c'est-à-dire qui se réfère à la même période de l'année précédente, reposent sur de nombreuses hypothèses et doivent donc être interprétées avec prudence* ».

A1- Une crise inédite

L'année 2020 est marquée par le coup d'arrêt imposé par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. La situation inédite de confinement de la population, du 17 mars au 11 mai 2020, est à l'origine d'un **net recul de l'activité économique**, avec :

- Une **baisse de l'activité globale estimée à -25 %** en Guyane par rapport à une situation dite « normale », donc sans confinement, contre -33 % pour la France entière ;
- Et un **impact sur le PIB estimé à -3,9 %** en Guyane contre -5 % à l'échelle nationale.

Cette crise économique est en grande partie causée par :

- La **baisse drastique de la consommation des ménages** du fait du confinement et de la fermeture des commerces non essentiels ; consommation qui recule de 22 % en volume pendant le confinement rapport à une situation « normale » et contribue pour 2,2 points à la baisse du PIB sur l'année,
- Le **report des activités spatiales qui se traduisent par un effondrement des exportations** (-75 %), creusant ainsi le déficit de la balance commerciale qui constitue une part importante de la baisse du PIB sur l'année (-2,4 points).

En lien avec l'incertitude autour de la crise sanitaire, les investissements reculent de 20 % pendant le confinement mais impactent peu le PIB sur l'année (-0,9 point).

Evolution des différents agrégats du PIB pendant la période de confinement

Impact du confinement (en volume %)	Impact en évolution	Impact PIB sur l'année	Impact en millions €
PIB	-25,4%	-3,9%	-163
Consommation finale	-15,1%	-2,6%	-108
<i>dont consommation des ménages</i>	-22,4%	-2,2%	-92
Investissement	-20,1%	-0,9%	-38
Variation de Stocks	n.c.	1,9%	81
Solde du commerce extérieur	37,7%	-2,4%	-99
<i>Exportations</i>	-75,4%	-4,5%	-187
<i>Importations</i>	-17,4%	2,1%	89

Sources : Insee Flash n°128, juin 2020, d'après comptes économiques, traitement Cerom, commerce extérieur, ICA

Toutefois, l'**impact économique du confinement sur le PIB apparaît moindre en Guyane, comme dans les DOM en général, qu'en métropole, du fait du poids plus important du secteur non marchand dans leurs économies**. En effet, le poids des services non marchands représente entre 33 % et 37 % de la valeur ajoutée par secteur dans les DOM (hors Mayotte) contre 22 % pour la France entière. Or, leur prise en compte en comptabilité nationale retient pour l'essentiel (à l'exception de certains services non administratifs) une valorisation par leurs coûts de production, principalement salariaux, ce qui les rend très inertes par nature. Si l'activité est donc nécessairement assez stable en raison de cette convention, le développement du télétravail a aussi permis dans la plupart des cas un maintien du niveau des services rendus.

Au niveau sectoriel, la crise s'est avérée en Guyane moins prononcée pour le secteur de la construction, avec un recul de l'activité de 31 % en Guyane contre 79 % au niveau national : l'activité de ce secteur est habituellement perturbée par la pluviométrie en avril et en mai limitant ainsi l'impact du confinement, et la plupart des travaux ont repris rapidement comme l'aménagement des berges du canal Laussat et de la ZAC Palika.

En revanche, les valeurs ajoutées du transport/entreposage s'effondrent (-223 %). **Le secteur industriel est également particulièrement impacté (activité en baisse de -75 % pendant le confinement)**, tout comme le commerce et la réparation (respectivement - 36 % et - 59 %).

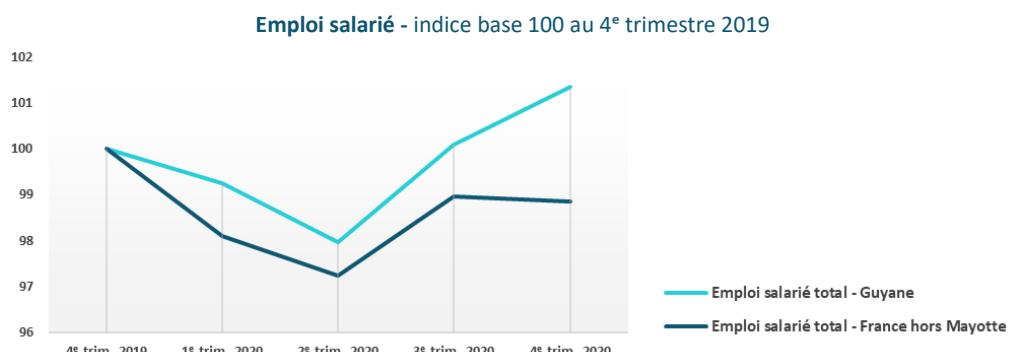
A2- Mais l'économie guyanaise résiste au choc

Malgré la crise provoquée par la Covid-19, les fondamentaux économiques de la Guyane, alimentés par une croissance démographique soutenue avec des besoins d'investissements structurants et un emploi public important, associés aux soutiens de l'Etat et des collectivités (activité partielle, dispositif de prêt garanti, fonds de solidarité, fonds d'urgence économique...), permettent de tirer l'économie guyanaise et de la rendre résiliente aux chocs exogènes.

A2.1- L'EMPLOI ET LE CHOMAGE

Une reprise de l'emploi amorcée dès le troisième trimestre 2020

L'emploi salarié progresse en Guyane dès le troisième trimestre 2020 et atteint fin 2020 un niveau supérieur à celui de la fin d'année 2019 : avec 55 800 emplois salariés au quatrième trimestre 2020, les effectifs augmentent de 1,5 % par rapport au quatrième trimestre 2019 (soit 800 emplois supplémentaires), permettant ainsi de rattraper les baisses des premier et deuxième trimestres 2020 (de respectivement -0,8 % et -1,6 %), conséquences du ralentissement de l'activité économique durant le confinement. A l'échelle nationale (hors Mayotte), l'emploi salarié baisse de 1,1 % au quatrième trimestre 2020 par rapport à son niveau de l'année précédente.

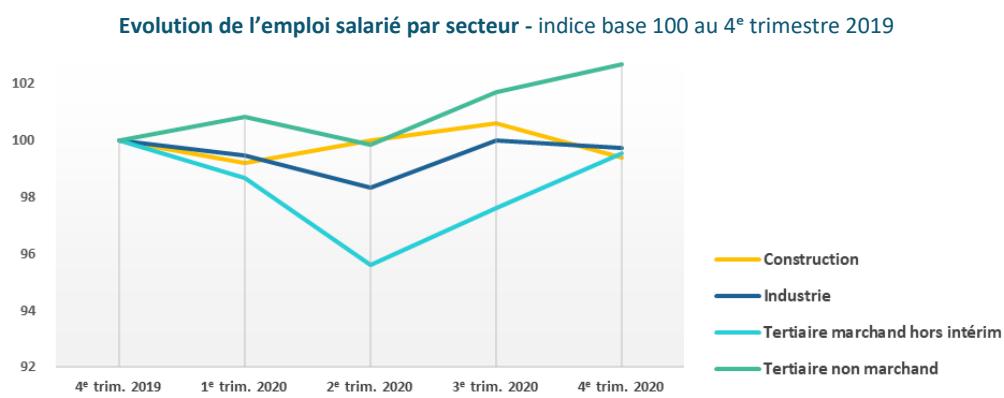


La reprise de l'emploi est globalement portée par le secteur public, dont les effectifs augmentent de 2,8 % sur un an pour s'établir à 24 300 au quatrième trimestre 2020.

Avec 31 500 salariés en fin d'année 2020, le nombre d'emplois du secteur privé est légèrement supérieur à celui du quatrième trimestre 2019 (+0,4 %, soit 140 emplois créés).

Le tertiaire marchand (hors intérim), qui concentre le tiers des emplois salariés en Guyane, accuse une baisse de 0,2 % en un an (soit 40 salariés de moins) en raison de la forte baisse des effectifs durant la crise sanitaire (-4,3 %, soit 720 emplois de moins) qui a particulièrement touché les activités d'hébergement et de restauration. Avec 220 emplois en moins, l'hébergement et la restauration sont les principaux responsables de la baisse annuelle des effectifs salariés des services marchands.

L'industrie et la construction voient également leurs effectifs reculer sur l'année (de respectivement -0,3 % et -0,6 %) malgré un troisième trimestre bien orienté.



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee – traitement APC

Le chômage partiel préserve l'emploi salarié

En moyenne sur l'année 2020, 42 % des personnes de 15 à 64 ans sont en emploi au sens du BIT. Ce taux d'emploi, le plus bas parmi les départements et régions d'outre-mer hors Mayotte², diminue légèrement d'un point par rapport à 2019.

Le dispositif de chômage partiel ou technique a permis de préserver le niveau d'emploi. Les employeurs ont rapidement mobilisé le dispositif de chômage partiel afin de maintenir leurs effectifs ou d'anticiper son recours (avec des demandes émanant de 2 050 établissements en mars et 1 960 en avril). Au 21 mai, les demandes sont validées pour 20 090 salariés, soit potentiellement 63 % des salariés du privé.

En moyenne en 2020, 7 % des personnes en emploi se déclarent en situation de sous-emploi pour cause de chômage partiel ou technique, alors que ce motif était marginal en 2019. **Ainsi, les situations de sous-emploi touchent 13 % des personnes en emploi. Ce taux augmente de 4 points par rapport à 2019.** Les femmes sont plus touchées que les hommes par le sous-emploi, respectivement 16 % et 10 %.

² À titre comparatif, le taux d'emploi s'établit à 56 % en Martinique et à 51 % en Guadeloupe. En France métropolitaine, 65 % des personnes de 15 à 64 ans sont en emploi.

Evolution des taux d'emploi entre 2019 et 2020

	2020			2019	Évolution du taux d'emploi entre 2019 et 2020 (en points)
	Population	Nombre de personnes en emploi	Taux d'emploi (en %)	Taux d'emploi (en %)	
Hommes	70 600	34 600	49	51	-2
Femmes	85 000	30 700	36	37	-1
15-29 ans	58 000	11 000	19	23	-4
30-49 ans	62 700	33 700	54	55	-1
50-64 ans	34 900	20 600	59	55	4
Total	155 600	65 300	42	43	-1

Champ : Guyane routière, personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans.

Sources : Insee Flash n°140, avril 2021, d'après Insee, enquêtes Emploi 2019 et 2020

Le chômage recule

Le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) tenus de rechercher un travail s'établit à 23 830 au quatrième trimestre 2020. Il baisse de 4,0 % par rapport au troisième trimestre, et retrouve son niveau du début d'année. **Le nombre de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, diminue de 1,8 % par rapport au quatrième trimestre 2019.**

En moyenne pour l'année 2020, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 16 % de la population active âgée de 15 ans ou plus, contre 20 % en 2019. Cette baisse importante ne reflète pas la réalité du marché de l'emploi, même si celui-ci s'améliore en cours d'année.

En effet, le confinement du 16 mars au 11 mai a fortement limité les démarches de recherche d'emploi et réduit la disponibilité pour travailler. De fait, les personnes à la recherche d'emploi ne remplissaient plus l'un des trois critères pour être considérées comme un chômeur au sens du BIT³. **Cela s'est traduit par une chute du chômage au deuxième trimestre, en trompe-l'œil : au troisième trimestre, le taux de chômage a retrouvé son niveau de début d'année.**

Evolution des taux de chômage entre 2019 et 2020

	2020			2019
	Taux de chômage (en %)	Nombre de chômeurs	Population active	Taux de chômage (en %)
Hommes	13	5 200	40 800	20
Femmes	20	7 600	38 600	20
15-29 ans	28	4 400	15 300	31
30-49 ans	16	6 300	40 100	19
50 ans et plus	9	2 100	24 000	12
Ensemble	16	12 800	79 400	20

Champ : Guyane routière, personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans.

Sources : Insee Flash n°140, avril 2021, d'après Insee, enquêtes Emploi 2019 et 2020

³ Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui :

- est sans emploi la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir ;
- a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois

Une part importante des personnes qui auraient été considérées comme chômeuses sont de fait dans le halo autour du chômage : le halo autour du chômage augmente ainsi de 2 points par rapport à 2019 pour s'établir à 21 % de la population âgée de 15 à 64 ans. Parmi les personnes dans cette situation les deux tiers indiquent ne pas rechercher activement un emploi mais être disponibles si un travail se présentait à elles.

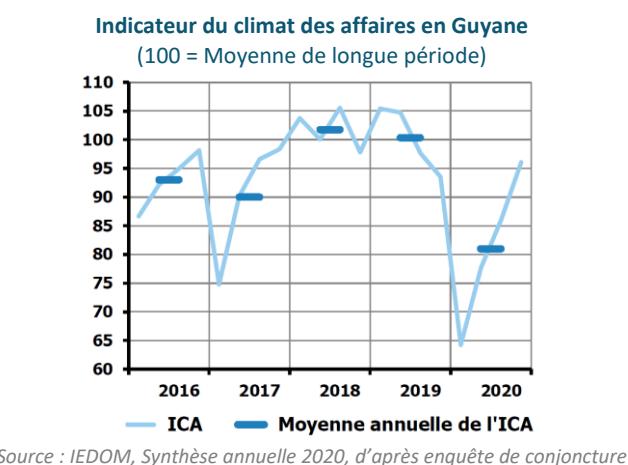
Au total, la part des personnes sans emploi souhaitant travailler, qu'elles soient au chômage ou dans son halo, baisse d'un point et s'établit à 29 %.

A2.2- LA DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE

Rebond du climat des affaires

Si le confinement a profondément dégradé l'activité, le secteur privé a rapidement su s'adapter et retrouver une certaine confiance, en lien notamment avec les mesures de soutien public à l'économie et le maintien des chantiers pour le BTP.

Après un effondrement en début d'année lié à la crise sanitaire et la mise en place du confinement, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) rebondit pour atteindre 96 points fin 2020, soit un niveau équivalent à celui de 2019.



Après la chute amorcée avant la crise de la Covid, la perception de l'activité des services marchands s'est redressée pour atteindre fin 2020 un niveau favorable. Un redressement de la trésorerie, des carnets de commandes et des prévisions d'investissement ont également été relevés par les chefs d'entreprise. Pour autant, **le secteur touristique reste particulièrement fragilisé** des restrictions, notamment aériennes, qui ont durement frappé l'activité : le nombre de nuitées chute de 63 % (pour atteindre 166 000 nuitées) et le nombre de passagers aériens baisse de 52 % (soit 267 650 passagers).

L'activité commerciale s'est bien maintenue en 2020, soutenue par la demande des ménages, avec une stabilisation de la trésorerie et une nette progression des prévisions d'investissement.

L'activité du BTP se maintient également en 2020 grâce à la poursuite de nombreux chantiers et la publication de près de 761 M€ de marchés publics (contre 450 M€ en 2019).

En revanche l'activité industrielle (sauf agroalimentaire) est morose, avec un solde d'opinion dégradé depuis 2018.

La baisse de la production industrielle amorcée depuis quelques années a perduré en 2020 avec une diminution des exportations d'or de 10 % (moins d'une tonne a été exportée), de bois de -12 %, et une stabilisation des exportations des produits agricoles et sylvicoles alors que les importations de ces produits ont augmenté de 9 %.

Hausse des créations d'entreprises

Signe d'une certaine résilience économique, les créations d'entreprises redémarrent au troisième trimestre 2020 après quatre trimestres consécutifs de baisse. **Elles augmentent globalement de 34,6 % fin 2020 par rapport au 4^{ème} trimestre 2019**, cette hausse n'étant que de 16,9 % en Martinique et de 12,3 % en Guadeloupe.

Cette croissance est visible dans tous les secteurs sauf la construction (-5,2 %). Le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration est celui dont les immatriculations augmentent le plus fortement (+ 57,8 %), tandis que **les immatriculations dans l'industrie ont doublé sur un an**.

A2.3- LES PRIX ET LA CONSOMMATION DES MENAGES

Des prix relativement stables

En moyenne en 2020, l'inflation mensuelle a été de 0,3 % en Guyane, niveau similaire à la France Hexagonale.

Sur un an, les prix de l'alimentation ont progressé de 2 %, portés par la hausse de 3,3 % des produits frais. Les prix des services et des produits manufacturés affichent une hausse contenue (respectivement +0,5 % et +0,8 %) tandis que les prix de l'énergie sont en net recul (-8 %).

Indice des prix à la consommation en Guyane
(base 100 : année 2015)

	Pondérations 2020	Indice pour le mois de Déc 2020	Variation (%) au cours des 12 derniers mois
Ensemble	10 000	103,5	0,3
Alimentation	1 601	106,4	2,0
Produits frais	162	113,7	3,3
Alimentation hors produits frais	1 439	105,4	1,8
Tabac	162	137,3	11,3
Produits manufacturés	2 937	98,5	0,8
Habillement et chaussures	663	97,4	2,3
Produits de santé	418	87,2	-2,1
Autres produits manufacturés	1 856	101,5	0,9
Énergie	791	99,6	-8,0
dont Produits pétroliers	573	92,8	-12,5
Services	4 509	105,0	0,5
Loyers et services rattachés	1 245	104,4	0,7
Service de santé	566	106,6	0,8
Services de transports	304	103,6	-1,6
Services de communications	390	95,1	-0,7
Autres services	2 004	107,2	0,8

Source : Insee, indices des prix à la consommation des ménages

La consommation des ménages reste dynamique

En 2020, la consommation des ménages guyanais a continué de progresser (+3 % d'importation de biens de consommation, contre +5 % en 2019) et atteint 503,4 M€.

Le recul de 4 % des importations de biens de consommation durables a été compensé par la hausse de +5 % des importations de biens non durables. Retombant au niveau de 2017 (année des mouvements sociaux), les importations des véhicules de tourisme s'établissent à 73 M€ (-19 % par rapport à 2019).

L'activité de crédit aux particuliers corrobore ce dynamisme : le financement des ménages progresse de 6 % sur l'année, soit +74 M€.

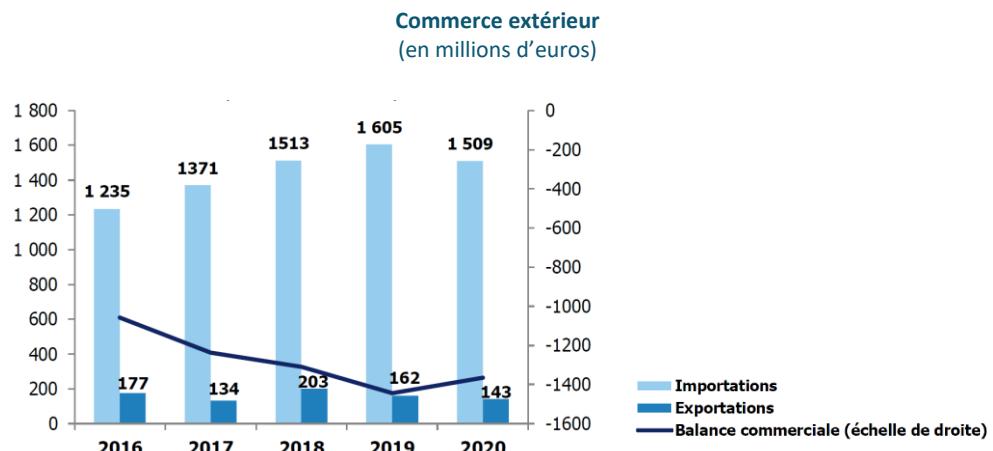
De plus, **la situation économique des ménages ne s'est pas dégradée** : les dépôts des dossiers de surendettement sont en baisse de 58 % (baisse due principalement à la suspension des voies d'exécution des créanciers), le nombre de personnes physiques en interdit bancaire de 20 %, et les retraits de carte bancaire de 33 %. Près de 10 M€ d'aides exceptionnelles ont été versées à 35 000 familles guyanaises courant mai, et 8 M€ d'aides alimentaires pour plus de 40 000 Guyanais à fin octobre, dont plus de la moitié dans l'Ouest Guyanais. Par ailleurs, 10 000 chèques services ont été distribués dans le bas Maroni.

A2.4- LE COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs se contractent en 2020 :

- **Les importations de biens se réduisent de 7 % en 2020 (soit -122 M€)**, après +6 % en 2019, pour atteindre 1 509 M€. La baisse des importations de biens est due à celles des produits de cokéfaction et raffinage (-26 %, soit -58 M€) et instruments d'optique (-39 %, soit -34 M€). Ces reculs n'ont pas été compensés par les hausses des importations de machines de levage (+151 % soit + 16 M€) et des produits textiles (+22 %, soit +10 M€).
- **Les exportations de biens reculent quant à elles de 13 % (soit -22 M€)** pour s'établir à 143 M€.

En conséquence, **le déficit de la balance commerciale se redresse légèrement**, passant de -1,443 M€ en 2019 à -1,366 M€ en 2020.



Source : IEDOM, Synthèse annuelle 2020, d'après données Douanes

B- IDENTIFICATION ET QUANTIFICATION DES PRODUCTIONS LOCALES

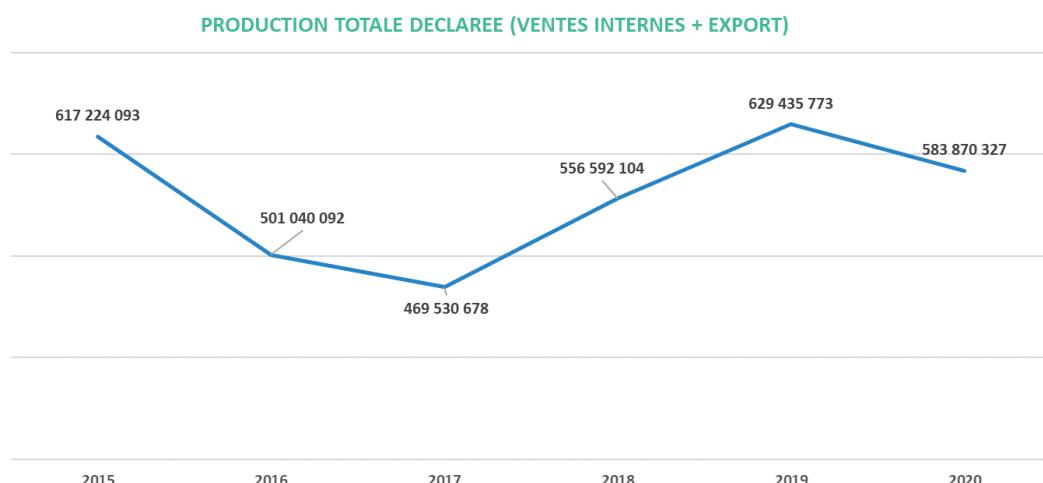
⇒ *Sources : Fichiers transmis par l'administration régionale des douanes sur la base des déclarations de chiffre d'affaires faites par les entreprises*

B1- Quantification et évolution de la production totale déclarée à l'administration des douanes

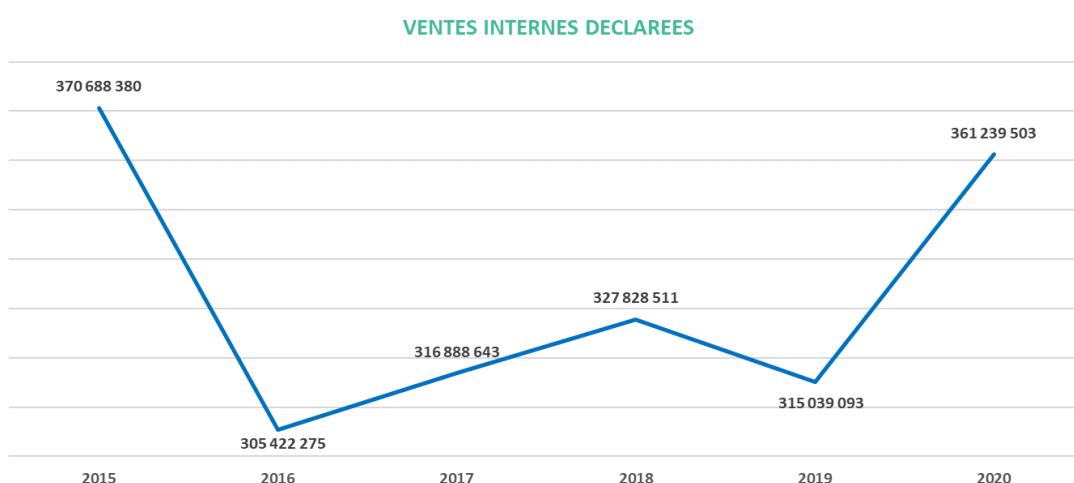
B1.1- PAR ANNEE

Après le sévère tassement observé en 2016 et 2017, la production locale déclarée dépasse en 2019 le niveau de 2015.

En 2020, on observe un nouveau tassement, la production totale déclarée aux douanes diminue ainsi -7,2% par rapport à 2019.



Toutefois, si l'on ne prend en compte que les ventes internes, l'évolution est nettement plus favorable puisque que l'on observe une augmentation de 14,7% des ventes internes en 2020.



Ainsi, ce sont essentiellement les exportations qui semblent avoir subi les conséquences de la pandémie ; cette dernière ayant fortement perturber les flux aériens et maritimes.

B1.2- PAR SECTEUR ET DIVISION DE LA NAF

Eléments de méthode :

Les statistiques de chiffres d'affaires des entreprises relevant du champ de la production⁴ sont fournies selon le code douanier des produits fabriqués par ces entreprises. Ces statistiques ne renseignent pas suffisamment sur l'évolution des secteurs économiques.

Nous avons donc construit une matrice croisant les codes douaniers avec les secteurs et branches économiques au sens de la Nomenclature d'Activités Française (NAF). Si cette matrice a le mérite de faciliter l'analyse sectorielle du dispositif, elle comporte toutefois des limites :

- ❖ L'activité principale d'une entreprise ne recouvre pas nécessairement l'ensemble de son activité qui peut concerner des productions ou services secondaires relevant d'autres champs de la nomenclature que celui du secteur considéré,
- ❖ Une entreprise n'appartient qu'à un seul secteur mais elle peut être classée dans plusieurs branches suivant ses activités.

NB : Un changement méthodologique a été introduit dans le présent rapport concernant le classement de la production d'eau potable d'adduction. Si celle-ci correspond bien au même code douanier que l'eau embouteillée (NC8 22019000 : Eaux, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées (à l'excl. des eaux minérales, des eaux gazéifiées, de l'eau de mer ainsi que des eaux distillées, de conductibilité ou de même degré de pureté; glace et neige), elle est désormais exclue des Industries agroalimentaires pour être classée en Secteur E de la NAF: production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution – Division 36 : Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau.

Pour assurer une lecture cohérente des évolutions, ce changement a été appliqué pour chaque année observée.

L'examen des évolutions de la production totale par secteur et division de la NAF apparaît largement incohérente. De manière générale, les exportations, marquées par nombre de ré-exports, biaisen l'analyse et ne traduisent pas la dynamique productive régionale.

En 2020, la confusion est encore plus forte du fait de l'impact de la pandémie.

Production régionale totale déclarée par secteur et division de la NAF

SECTION NAF	DIVISION NAF	PRODUCTION TOTALE 2015	PRODUCTION TOTALE 2016	PRODUCTION TOTALE 2017	PRODUCTION TOTALE 2018	PRODUCTION TOTALE 2019	PRODUCTION TOTALE 2020	EVOL 2020/2019
Agriculture, sylviculture et pêche	01 Culture et production animale, chasse et services annexes	123 386	623 865	611 570	704 274	895 376	490 804	-45%
	02 Sylviculture et exploitation forestière	2 626 451	2 960 762	3 063 651	2 820 992	4 137 687	8 850 512	114%
	03 Pêche et aquaculture	876 749	757 098	663 650	717 391	952 423	747 978	-21%
	10 Industries alimentaires	43 563 531	45 424 381	43 969 303	41 818 106	41 026 293	42 947 302	5%

⁴ Champ exclusif du dispositif qui ne concerne pas les services

SECTION NAF	DIVISION NAF	PRODUCTION TOTALE 2015	PRODUCTION TOTALE 2016	PRODUCTION TOTALE 2017	PRODUCTION TOTALE 2018	PRODUCTION TOTALE 2019	PRODUCTION TOTALE 2020	EVOL 2020/2019
Industries agro-alimentaires	11 Fabrication de boissons	7 262 669	7 469 538	8 160 212	7 680 086	9 380 899	10 327 016	10%
Industries extractives	07 Extraction de minerais métalliques	10 996 632	11 959 691	8 326 591	7 985 299	3 556 754	4 812 524	35%
	08 Autres industries extractives	15 843 373	15 617 855	21 714 757	17 870 352	14 430 275	19 068 662	32%
Industries manufacturières	12 Fabrication de produits à base de tabac	12 526	0	0	0	0	0	
	13 Fabrication de textiles	93 818	190 087	148 354	214 598	273 631	412 089	51%
	14 Industrie de l'habillement	111 205	773 890	984 895	1 613 521	193 920	1 125 176	480%
	15 Industrie du cuir et de la chaussure	10 688	78 419	7 126	123 678	240 687	18 845	-92%
	16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	28 169 677	26 086 740	25 653 446	22 288 021	19 638 567	19 885 979	1%
	17 Industrie du papier et du carton	109 516	143 866	188 101	1 162 571	1 496 267	1 890 424	26%
	18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	3 426 808	3 661 124	2 890 586	4 994 722	4 700 068	2 556 850	-46%
	19 Cokéfaction et raffinage	1 040 776	5 514	860 846	659 036	977 055	21 930	-98%
	20 Industrie chimique	10 143 973	8 794 783	6 333 985	19 195 107	10 031 827	5 855 528	-42%
	21 Industrie pharmaceutique	35 653	24 885	36 191	33 137	40 487	81 735	102%
	22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	40 901 554	1 932 021	1 903 762	2 130 567	1 888 575	2 850 990	51%
	23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	71 272 133	45 674 734	52 037 345	52 185 731	48 606 289	51 996 034	7%
	24 Métallurgie	39 491 687	44 482 723	50 481 664	44 416 911	52 146 551	49 932 469	-4%
	25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	50 796 976	34 326 703	34 342 551	47 012 455	47 074 537	44 649 534	-5%

SECTION NAF	DIVISION NAF	PRODUCTION TOTALE 2015	PRODUCTION TOTALE 2016	PRODUCTION TOTALE 2017	PRODUCTION TOTALE 2018	PRODUCTION TOTALE 2019	PRODUCTION TOTALE 2020	EVOL 2020/2019
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	42 487 278	13 922 072	9 820 607	69 814 453	10 096 031	23 557 977	133%
	27 Fabrication d'équipements électriques	1 986 669	5 654 960	2 509 741	3 366 726	3 673 282	2 452 360	-33%
	28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.	11 198 344	7 191 803	6 923 539	2 257 721	18 506 469	45 742 464	147%
	29 Industrie automobile	6 492 358	9 602 824	7 264 944	6 038 118	16 016 146	7 323 287	-54%
	30 Fabrication d'autres matériels de transport	64 189 126	54 626 859	24 533 495	33 287 173	145 869 885	42 159 172	-71%
	31 Fabrication de meubles	312 625	502 443	339 544	249 209	219 965	36 973	-83%
	32 Autres industries manufacturières	23 681 192	19 310 950	18 542 112	26 320 253	30 708 988	29 651 486	-3%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	37 Collecte et traitement des eaux usées	95	674	437	240	821	5	-99%
	38 Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	12 801	1 025 806	1 282 805	592 088	20 745	18 107	-13%
	36 Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau	24 667 295	25 985 563	27 540 872	29 306 882	30 084 152	44 342 987	47%
Total		617 224 093	501 040 092	469 530 678	556 592 104	629 435 773	583 870 327	-7%

Selon déclarations à l'administration des douanes

Les évolutions sont beaucoup plus cohérentes si l'on observe uniquement les ventes internes :

- ❖ La production régionale (ventes internes) se caractérise par :
 - La prédominance des industries manufacturières qui représentent 33,5% des ventes internes (contre 38,8% en moyenne sur la période 2015-2019),
 - Viennent ensuite la production et distribution d'électricité (33,2%) et la production et distribution d'eau (12,3%),
 - L'industrie agroalimentaire représente 13% des ventes internes en 2020.
- ❖ En termes d'évolution, le secteur Agriculture, sylviculture et pêche est celui dont les ventes internes progressent le plus sensiblement en 2020 : 78,6% (après +19 % entre 2015 et 2019).

- ❖ L'évolution des ventes internes est positive pour 13 des divisions sur les 22 observées. Elles représentent 98,7% des ventes internes. Il s'agit en particulier, des divisions suivantes :
 - La division 35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné qui représente 33,2% des ventes internes, en progression de 6,7% en 2020,
 - La division 36 Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau : 12,3% des ventes internes ; +47,3%,
 - La division 23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques : 14,4% des ventes internes ; +7,0%,
 - La division 10 Industries alimentaires qui représente 10,2% des ventes internes ; + 15,2%,
 - La division 25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements : 11,0% des ventes internes ; +17,2%.
- ❖ Les autres divisions voient leurs ventes internes diminuer en 2020. Elles ne représentent toutefois que 1,3% du total des ventes internes.

Ventes internes déclarées par secteur et division de la NAF

SECTION NAF	DIVISION NAF	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	EVOL 2020/2019
Agriculture, sylviculture et pêche	01 Culture et production animale, chasse et services annexes	24 633	545 433	474 628	595 351	846 303	473 959	-44,0%
	02 Sylviculture et exploitation forestière	2 625 936	2 953 689	3 063 575	2 679 945	4 134 392	8 825 992	113,5%
	03 Pêche et aquaculture	262 569	238 549	232 676	195 616	371 979	258 273	-30,6%
Industries agro-alimentaires	10 Industries alimentaires	29 824 020	31 708 139	32 051 762	31 783 208	32 074 349	36 954 112	15,2%
	11 Fabrication de boissons	6 905 459	7 166 979	7 702 914	7 284 022	9 015 632	10 132 085	12,4%
Industries extractives	07 Extraction de minerais métalliques						150 319	100%
	08 Autres industries extractives	15 842 837	15 611 966	21 711 040	17 866 112	14 411 841	19 066 755	32,3%
Industries manufacturières	13 Fabrication de textiles		164 402	119 231	159 473	134 217	83 877	-37,5%
	14 Industrie de l'habillement		567 693	556 258	738 770	125 645	56 796	-54,8%
	16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	24 977 771	22 870 486	23 408 521	19 869 202	17 489 571	18 158 622	3,8%
	17 Industrie du papier et du carton	4 207		3 179	974 678	1 324 185	1 772 520	33,9%
	18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	3 088 008	3 467 692	2 692 955	4 661 132	4 499 514	2 344 872	-47,9%
	20 Industrie chimique	243 697	1 450 771	1 463 647	1 512 527	1 373 301	2 927 875	113,2%
	22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	40 530 743	1 590 764	1 702 715	1 775 517	1 461 570	2 232 490	52,7%
	23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	71 146 742	45 652 126	52 025 583	52 182 788	48 543 679	51 945 648	7,0%
	24 Métallurgie	99 882	240 342	489 718	1 460 618	1 455 624	733 737	-49,6%

SECTION NAF	DIVISION NAF	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	EVOL 2020/2019
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	34 894 146	32 525 291	32 539 507	44 649 956	34 036 088	39 891 009	17,2%
	27 Fabrication d'équipements électriques		28 814	25 599	37 419	90 182	27 006	-70,1%
	28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.		74 903	370 049	164 807	866 708	797 441	-8,0%
	31 Fabrication de meubles	263 906	351 214	320 218	197 802	149 040		-100,0%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36 Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau	24 667 295	25 985 563	27 540 872	29 306 882	30 084 152	44 342 987	47,4%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	115 286 529	112 227 459	108 393 996	109 732 686	112 551 121	120 063 128	6,7%
Total général		370 688 380	305 422 275	316 888 643	327 828 511	315 039 093	361 239 503	14,7%

Selon déclarations à l'administration des douanes

B1.3- PAR CHAPITRE DOUANIER

En termes de chapitre douanier, en 2020, si l'on exclut les exportations qui connaissent des évolutions non cohérentes pour les raisons explicitées précédemment, en particulier le ré export, les ventes internes déclarées aux douanes sont concentrées à plus de 77% sur 6 chapitres douaniers parmi les 99 que compte la nomenclature comme suit :

- ❖ 27 Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales : 33,4%,
- ❖ 22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres : 15,1%,
- ❖ 25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment : 10,1%,
- ❖ 44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois : 7,5%,
- ❖ 38 Produits divers des industries chimiques : 5,7%,
- ❖ 73 Ouvrages en fonte, fer ou acier : 5,6%.

On observe que l'évolution des ventes internes est positive pour 21 chapitres douaniers qui représentent 89% des ventes internes.

Pour les autres chapitres, en évolution négative, les ventes internes ne sont pas significatives hormis pour les deux chapitres suivants:

- ❖ 38 Produits divers des industries chimiques dont les ventes internes représentent 5,7% du total, et qui diminuent de 1,4% par rapport à 2019,
- ❖ 19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries : 3,3% des ventes internes, en baisse de -9,4%.

Ventes internes déclarées par chapitre douaniers

DESIGNATION SH2	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	EVOL 2020/2019
01 Animaux vivants			48 232	67 627	123 995	41 999	-66,1%
02 Viandes et abats comestibles	1 122 706	1 184 880	1 799 864	2 210 324	2 262 224	2 003 955	-11,4%
03 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	5 685 949	8 197 947	6 590 900	5 397 191	6 004 299	8 666 670	44,3%
04 Lait et produits de laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	7 923 118	7 175 091	6 944 454	6 886 591	5 240 089	7 763 728	48,2%
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires		545 433	338 837	380 866	591 894	315 219	-46,7%
10 Céréales	24 633		87 559	146 858	130 414	116 741	-10,5%
11 Produits de la minoterie; malt; amidons et féculles; insulinines; gluten de froment		17 061	107 737	31 340	97 248	68 223	-29,8%
15 Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leurs dissociations; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale			4 489	3 141	2 113	533	-74,8%
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	325 417	507 913	1 104 805	742 849	511 598	523 044	2,2%
17 Produits de l'industrie sucrière	137 580	136 105	126 299	105 820	120 630	106 942	-11,3%
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	10 121 637	10 626 206	11 348 790	12 237 885	12 991 972	11 769 212	-9,4%
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	1 922 489	2 612 953	2 725 961	2 658 017	2 074 386	2 677 069	29,1%
21 Préparations alimentaires diverses	840 899	1 323 925	1 273 151	1 182 227	865 969	926 067	6,9%
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	31 572 754	33 152 542	35 243 786	36 590 904	39 099 784	54 475 072	39,3%
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	2 006 794	164 607	257 988	523 439	2 275 800	2 706 942	18,9%
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	32 829 593	33 842 571	38 015 539	35 730 098	30 088 840	36 431 299	21,1%
26 Minéraux, scories et cendres						150 319	100%
27 Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	118 971 584	112 227 459	108 393 996	110 426 407	112 790 245	120 692 418	7,0%
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	243 697	286 272	234 524	282 323	160 319	264 245	64,8%
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres		1 164 499	1 229 123	1 230 204	1 212 982	964 470	-20,5%
36 Poudres, explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages pyrophoriques; matières inflammables						1 699 160	100%
38 Produits divers des industries chimiques	38 915 588	16 110 536	19 361 497	21 460 699	20 899 718	20 600 920	-1,4%
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	40 530 743	1 590 764	1 702 715	1 775 517	1 461 570	2 232 490	52,7%
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	27 603 707	25 824 175	26 472 096	22 549 147	21 623 963	26 984 614	24,8%
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	4 207		3 179	974 678	1 324 185	1 772 520	33,9%

DESIGNATION SH2	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	EVOL 2020/2019
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	3 088 008	3 467 692	2 692 955	4 661 132	4 499 514	2 344 872	-47,9%
58 Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies		1 639	1 177	1 365	118		-100,0%
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie		352 261	322 523	436 736	83 935	7 202	-91,4%
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie		196 234	223 014	293 279	38 736		-100,0%
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons		162 763	118 054	158 108	134 099	83 877	-37,5%
65 Coiffures et parties de coiffures		19 198	10 721	8 755	2 974	49 594	1567,6%
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	10 903 445	10 942 015	15 887 587	11 802 352	11 377 256	13 025 183	14,5%
69 Produits céramiques		7 194	2 232	1 248	1 101	74	-93,3%
70 Verre et ouvrages en verre	655 898	361 776	469 768	360 782	349 481	325 637	-6,8%
71 Perles fines ou de culture, métaux précieux, bijouterie de fantaisie, monnaies			3	932 815	894 877		-100,0%
72 Fonte, fer et acier	51 005	240 093	484 048	520 775	557 021	732 768	31,6%
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	22 076 792	17 150 111	15 412 832	20 178 967	19 538 385	20 210 840	3,4%
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	12 866 231	13 394 932	16 487 473	22 273 542	14 418 993	16 809 126	16,6%
79 Zinc et ouvrages en zinc		10 666					
83 Ouvrages divers en métaux communs		18 080	3 732	1 470	82 436	32 370	-60,7%
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils		74 903	370 049	164 807	866 708	797 441	-8,0%
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	263 906	2 331 779	986 954	2 438 226	239 222	2 866 648	1098,3%
TOTAL	370 688 380	305 422 275	316 888 643	327 828 511	315 039 093	361 239 503	14,7%

Selon déclarations à l'administration des douanes

B2- Identification et quantification de la production de produits de liste déclarées à l'administration régionale des douanes

Précautions de lecture

Pour rappel, le dispositif d'octroi de mer fonctionne selon un système déclaratif. Les entreprises assujetties se doivent ainsi de déclarer trimestriellement à l'administration régionale des douanes leurs chiffres d'affaires par position NC8 de la nomenclature douanière.

Il existe plusieurs écueils à ce fonctionnement, qui conduisent à une sous-estimation de la production locale relevant des produits de liste. En effet :

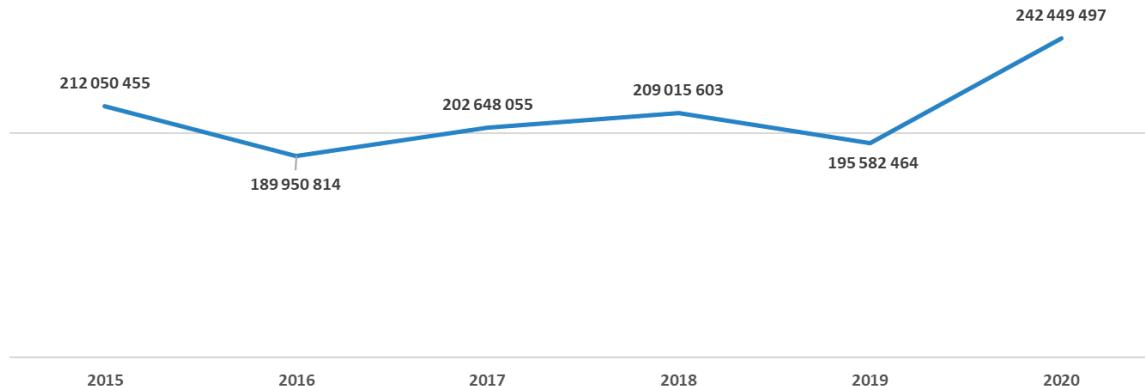
- ❖ Par nature un **système déclaratif ne saurait être exhaustif**, puisqu'il dépend assez largement de la bonne foi des déclarants,
- ❖ Outre la bonne foi, il arrive que les entreprises ignorent tout simplement qu'elles sont soumises à l'obligation déclarative,
- ❖ Parfois, elles ne connaissent pas précisément les codes douaniers de leurs produits finis : **de nombreuses erreurs sont relevées** ; erreurs accrues par l'évolution annuelle de la nomenclature dont les entreprises n'ont pas toujours connaissance,
- ❖ Rappelons également que le dispositif de 2014 a annulé l'obligation déclarative pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires en dessous du seuil d'assujettissement. Les notions d'assujettissement et de redevabilité ont ainsi été fusionnées sans doute au détriment de la visibilité de la production locale,
- ❖ Enfin, **l'abaissement du seuil à 300 000 euros** a contribué à amoindrir la qualité de l'information, puisque pour les entreprises concernées par l'abaissement (entrant dans le champ de l'octroi de mer), il a été, et il reste, très difficile d'intégrer leurs nouvelles obligations tant elles sont démunies en termes administratif et comptable.

B2.1- PAR ANNEE

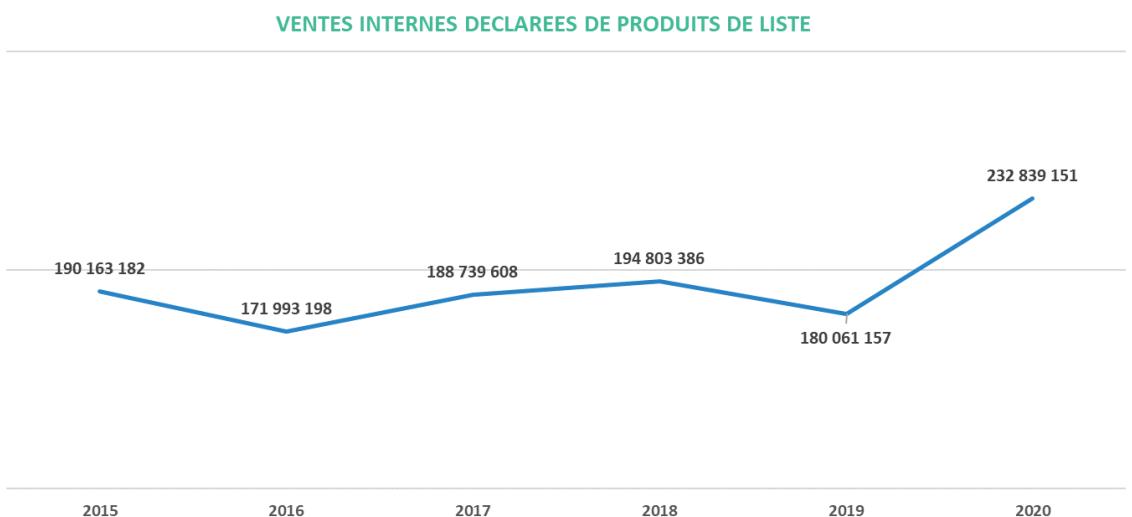
La production locale (ventes internes + export) de produits de liste a connu une sensible diminution entre 2015 et 2019, passant de 212 millions d'€ à 195 millions d'€. Cette baisse globale de 7,8 % était plus particulièrement due aux exportations (-29,1%), les ventes internes diminuant de 5,3%.

En 2020, on observe une évolution très fortement positive, la production totale déclarée aux douanes augmentant de 24% par rapport à 2019.

PRODUCTION TOTALE DECLAREES DE PRODUITS DE LISTE (VENTES INTERNES + EXPORT)



Si l'on ne prend en compte que les ventes internes, l'évolution est encore plus favorable puisque que l'on observe une augmentation de 29,3% des ventes internes en 2020.



B2.2- PAR ANNEXE A, B ET C DE LA DECISION EUROPEENNE DE DEC.2014 MODIFIEE EN 2019

	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	Evolution 2020/2019
A	65 073 574	43 450 180	57 701 289	51 936 452	47 625 413	70 530 662	48,1%
B	95 259 388	97 857 334	101 448 404	115 445 533	108 746 703	130 460 618	20,0%
C	29 830 220	30 685 684	29 589 915	27 421 401	23 689 041	31 847 871	34,4%
Total	190 163 182	171 993 198	188 739 608	194 803 386	180 061 157	232 839 151	29,3%

Selon déclarations à l'administration des douanes

- ❖ Les produits relevant de l'annexe A (10 points de différentiel autorisé) représentent 30,3% des ventes internes totales (contre 26,1% en 2019). Leurs ventes internes augmentent de manière importante (+48,1%).
- ❖ Les produits relevant de l'annexe B (20 points de différentiel autorisé) représentent les ventes internes les plus importantes : 56 % (contre 60,9% en 2019). Leurs ventes internes progressent également, même si dans une mesure moindre que les produits des autres listes (+20%).
- ❖ Les produits de liste C (30 points de différentiel autorisé) évoluent également significativement : + 34,4%, après une évolution négative entre 2015 et 2019 (-20,6%).

B2.3- EVOLUTION PAR SECTION ET DIVISION DE LA NOMENCLATURE DES ACTIVITES FRANÇAISES (NAF)

⇒ Sources :

Pour conduire cette analyse nous avons utilisé **une matrice de correspondance NC/NAF** partant du document publié par l'INSEE et intitulé « Nomenclatures d'activités et de produits françaises NAF rév. 2 - CPF rév. 2.1 ».

A noter que pour les besoins de l'analyse, la première transformation de la viande, qui relève de l'industrie agro-alimentaire selon la matrice utilisée, est toutefois incluse dans le secteur agricole au sein du paragraphe D du présent rapport, paragraphe dédié à l'analyse détaillée par branche d'activités et produit.

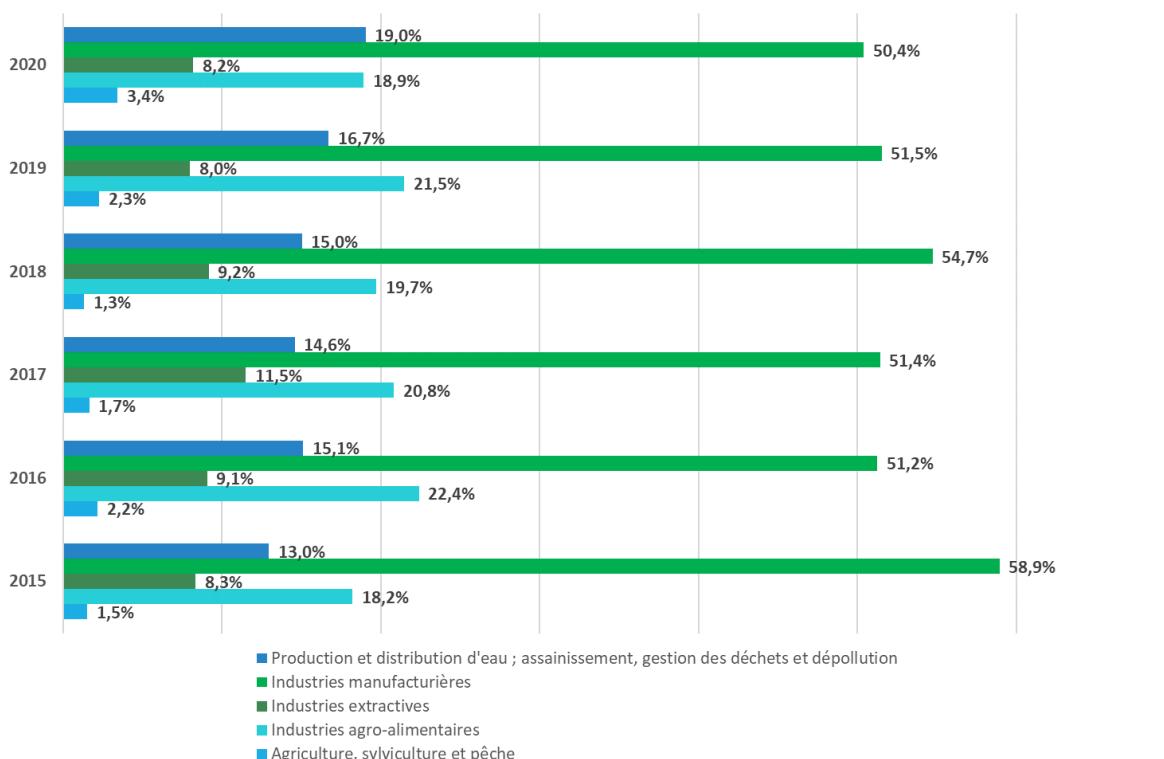
Evolution par section de la NAF (Secteur)

SECTION NAF	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	Evolution 2020/2019
Agriculture, sylviculture et pêche	2 888 505	3 729 443	3 119 908	2 595 214	4 126 892	8 005 913	94,0%
Industries agro-alimentaires	34 673 627	38 531 862	39 315 643	38 400 852	38 656 958	44 090 425	14,1%
Industries extractives	15 842 837	15 611 966	21 711 040	17 866 112	14 411 841	19 066 755	32,3%
Industries manufacturières	112 090 918	88 134 364	97 052 145	106 634 326	92 781 314	117 333 071	26,5%
Production et distribution d'eau	24 667 295	25 985 563	27 540 872	29 306 882	30 084 152	44 342 987	47,4%
Total	190 163 182	171 993 198	188 739 608	194 803 386	180 061 157	232 839 151	29,3%

Selon déclarations à l'administration des douanes

- ❖ Pour l'ensemble des secteurs, les ventes internes déclarées de produits de liste progressent. Celles du secteur agricole augmentent le plus significativement + 94% (après +42,9% entre 2015 et 2019).
- ❖ La structure des ventes internes de produits de liste par secteur demeure relativement stable même si les évolutions annuelles sont assez marquées, avec une prédominance des industries agro-alimentaires, de la production d'eau et des industries manufacturières :
 - La part de l'agriculture augmente de 1,1 point en 2020,
 - La part des industries agro-alimentaires qui avait augmenté de 7 points entre 2015 et 2019, diminue en 2020 (-2,5 points),
 - Celle des industries manufacturières diminue également : -1,1 point,
 - Celle des industries extractives augmente de 0,2 point,
 - La part de la production et distribution d'eau progresse de 2,3 points en 2020.

EVOLUTION DE LA REPARTITION DES VENTES INTERNES PAR SECTEUR



Evolution par division de la NAF

- ❖ **La majorité des divisions connaissent une évolution positive.** Elles représentent près de 98% des ventes internes. Il s'agit en particulier de :
 - **La division 23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** qui représente 21,8% des ventes internes qui augmentent de +57,3%. Deux produits sont particulièrement concernés :
 - Ciment portland normal ou modéré (à l'excl. des ciments portland blancs, même colorés artificiellement) dont les ventes internes augmentent de 11%,
 - Blocs et briques pour la construction, en béton léger à base de pierre ponce (bimskies), de scories granulées, etc. : +14,5% ;
 - **La division 36 Production et distribution d'eau** : 19% des ventes internes ; +47%,
 - **La division 25 Fabrication de produits métalliques**, à l'exception des machines et des équipements : 17,1% des ventes internes ; +17,4%. Cette évolution est uniquement liée à celle de la production de Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, en aluminium (sauf pièces de garnissage) (code 76101000) dont les ventes internes augmentent de 37,9%.
 - **La division 10 Industries alimentaires** : 14,6% des ventes internes ; +15%. On identifie deux produits en particulier :
 - Crevettes du genre penaeus, même fumées, même décortiquées, congelées (code 03061792) dont les ventes internes progressent de 71,8%,
 - Yoghurts (code 040310) : +48%.

Evolution de la production locale déclarée de produits de liste (UE 2014 modifiée en 2019) par division de la NAF (branche)

DIVISION NAF	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020	Evol 2020/2019
01 Culture et production animale, chasse et services annexes		545 433	338 837	380 866	591 894	315 219	-46,7%
02 Sylviculture et exploitation forestière	2 625 936	2 953 689	2 553 620	2 022 871	3 172 019	7 436 447	134,4%
03 Pêche et aquaculture	262 569	230 321	227 451	191 477	362 979	254 247	-30,0%
08 Autres industries extractives	15 842 837	15 611 966	21 711 040	17 866 112	14 411 841	19 066 755	32,3%
10 Industries alimentaires	27 768 168	31 364 883	31 612 729	31 116 830	29 641 326	34 084 760	15,0%
11 Fabrication de boissons	6 905 459	7 166 979	7 702 914	7 284 022	9 015 632	10 005 665	11,0%
13 Fabrication de textiles		146 312	97 317	151 558	123 346	80 664	-34,6%
14 Industrie de l'habillement		538 232	540 024	724 441	119 897	56 796	-52,6%
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	24 762 933	22 598 388	22 699 775	19 517 910	17 165 979	17 735 139	3,3%
17 Industrie du papier et du carton	4 207		3 179	974 678	1 324 185	1 767 784	33,5%
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	683 115	2 117 975	1 880 406	3 560 214	3 596 905	2 344 872	-34,8%
20 Industrie chimique		1 151 716	1 213 715	1 217 464	1 198 373	956 051	-20,2%
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	907 798	1 039 833	1 157 521	1 287 911	1 005 845	1 658 584	64,9%
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	50 474 931	27 414 327	35 718 852	33 623 833	32 626 455	51 316 358	57,3%
24 Métallurgie	99 882	240 342	489 715	527 803	560 747	733 737	30,8%
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	34 894 146	32 507 211	32 535 775	44 648 486	33 953 652	39 858 639	17,4%
27 Fabrication d'équipements électriques		28 814	25 599	37 419	90 182	27 006	-70,1%
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.			370 049	164 807	866 708	797 441	-8,0%
31 Fabrication de meubles	263 906	351 214	320 218	197 802	149 040		-100,0%
36 Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau	24 667 295	25 985 563	27 540 872	29 306 882	30 084 152	44 342 987	47,4%
TOTAL	190 163 182	171 993 198	188 739 608	194 803 386	180 061 157	232 839 151	29,3%

B2.4- POSITION CONCURRENTIELLE DES PRODUITS DE LISTE

Limites statistiques :

L'examen de la position concurrentielle des produits de liste par rapport aux importations est un indicateur important de l'impact du dispositif d'octroi de mer. Toutefois pour l'apprécier réellement, il est nécessaire que les données statistiques soient fiables et suffisamment détaillées. Ce n'est pas toujours le cas pour ce qui concerne la production locale, comme nous l'avons constaté précédemment. Aussi les analyses ci-dessous sont-elles apportées sous réserve des différentes incohérences déjà signalées.

Il y a lieu de préciser également que la position concurrentielle des produits, calculée à partir des valeurs importées et des valeurs produites pour un même code NC8 comporte deux insuffisances :

- ❖ Elle masque l'effet prix et ne renseigne pas sur la position réelle en volume des produits observés,
- ❖ Elle ne tient pas compte des produits fortement substituables. L'importation pouvant être tentée de contourner le différentiel en se positionnant sur des produits similaires mais ayant un code NC8 différent.

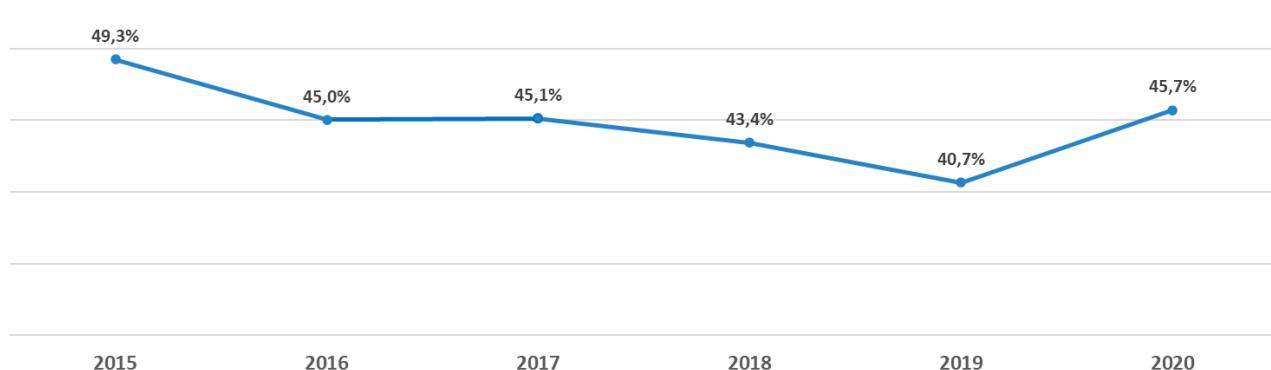
Evolution de la part de marché des produits de liste par année

La part de marché des produits de liste s'établissait à 40,7% en 2019 en diminution 8,6 points par rapport à 2015, et de 4,3 points par rapport à 2016. Ces évolutions négatives illustraient que l'accroissement du marché⁵ de 15,9% entre 2016 et 2019 avait plus profité aux importations (+25,2%) qu'à la production locale (+4,7%).

L'année 2020 se caractérise par une augmentation nette du niveau de la part de marché de la production locale de produits de liste qui s'établit à 45,7%, en progression de 5 points par rapport à 2019.

La demande globale de produits de liste, qui a augmenté de 15% en 2020, s'est plus largement portée sur les produits locaux (+29,3% de ventes) que sur l'importation qui n'augmente que de 5,2%.

PART DE MARCHE DES PRODUITS DE LISTE



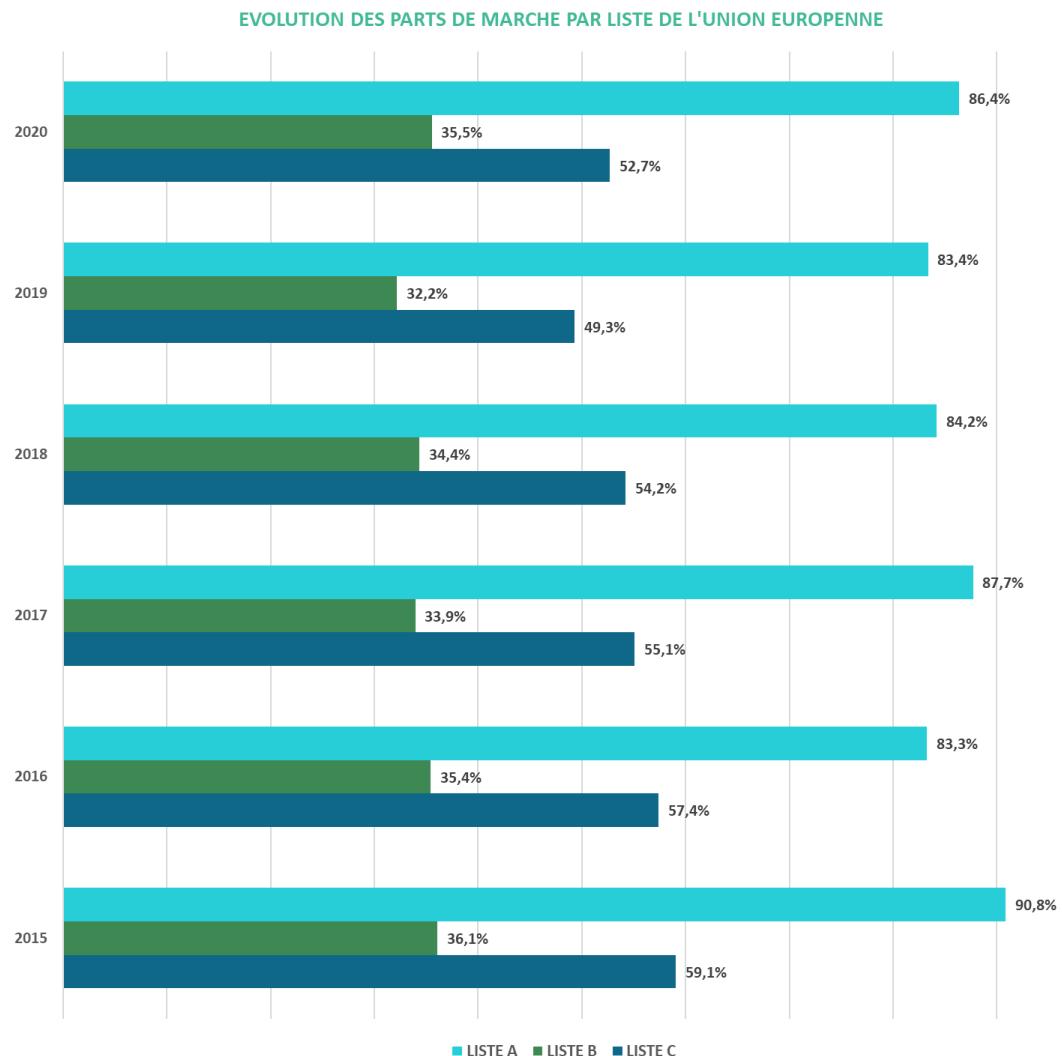
Evolution de la part de marché par liste A, B et C de la Décision européenne

Les évolutions sont positives pour l'ensemble des trois listes :

- ❖ Les produits relevant de la liste A (10 points de différentiel autorisé) occupent une part de marché prépondérante de 86,4% en 2020. Cette part augmente de 3 points par rapport à 2019.
- ❖ Viennent ensuite les produits de liste C (30 points de différentiel autorisé) avec 52,7% de part de marché en 2020 en progression de 3,4 points.

⁵ Ventes internes + importations = demande ou consommation régionale

- ❖ Les produits de liste B (20% de différentiel autorisé) connaissent la part de marché la plus modeste (35,5% en 2020). Cette part augmente de 3,3 points par rapport à 2019.

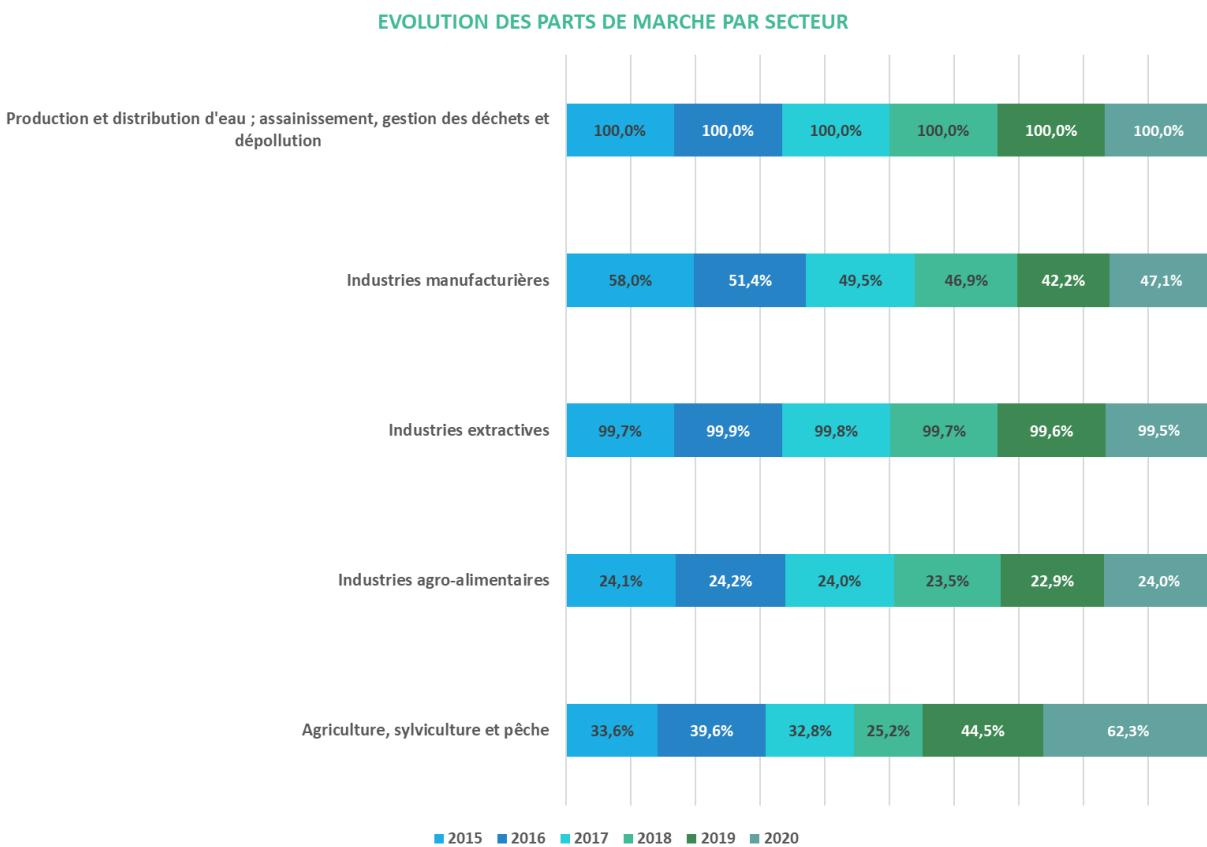


Evolution de la part de marché des produits de liste par secteur (Section de la NAF)

Les évolutions sont positives pour l'ensemble des secteurs, sauf pour les industries extractives dont la part de marché reste stable (-0,1 point).

Le secteur de l'agriculture et l'élevage voit sa part de marché progresser le plus fortement : + 17,8 points (après +10,9 points en 2019 par rapport à 2015 et +4,9 points par rapport à 2016).

La part de marché des industries manufacturières et agroalimentaires progressent respectivement de 5 et 1,1 points



Evolution de la part de marché des produits de liste par branche (division de la NAF)

- ❖ A l'instar des ventes internes, l'évolution des parts de marché par division est également contrastée.
- ❖ **9 branches connaissent une diminution de leurs parts de marché entre 2019 et 2020**, au sein desquelles on distingue deux situations :
 - **Une perte de part de marché accompagnée d'une diminution globale de la demande et de l'importation.** C'est le cas des activités suivantes :
 - **La division 03 Pêche et aquaculture** qui accuse une baisse de la demande de 3%, mais qui ne perd que 1,3 point de part de marché, l'importation diminuant fortement (-19%),
 - **La division 18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements** avec un marché en diminution de 21%, mais seulement 6,1 points de perte de part de marché, l'importation régressant de 16%,
 - **La division 20 Industrie chimique** qui perd 1,3% de part de marché, celui-ci diminuant de 2% alors que l'importation recule de 4%,
 - **La division 27 Fabrication d'équipements électriques** perd quant à elle 0,4 point de part de marché, face à une demande en baisse de 1% et des importations qui diminuent de 44%.
 - **Une perte de compétitivité réelle face à l'importation**, la demande, quelle que soit son évolution, se reportant sur l'importation. C'est le cas des branches d'activité suivantes :
 - **La division 01 Culture et production animale, chasse et services annexes** qui perd 10,2 points de part de marché alors que l'importation augmente de 13%,
 - **La division 02 Sylviculture et exploitation forestière** : -0,2 point de part de marché et +100% d'importation,
 - **La division 08 Autres industries extractives**: -0,1 point de part de marché et +55% d'importation,

- **La division 13 Fabrication de textiles:** -4,7 points de part de marché et +641% d'importation,
- **La division 14 Industrie de l'habillement:** -1,1 point de part de marché et +10% d'importation,
- **La division 31 Fabrication de meubles:** -10,7 points de part de marché et +648% d'importation.

- ❖ Deux divisions affichent des progressions importantes de leurs parts de marché. Il s'agit de :
- **La division 22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique (+3,7 points)** qui bénéficie également de l'élargissement du marché qui croît de 5%. L'importation augmentant également de 7%,
 - **La division 25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements (+13,4 points)** pour laquelle la demande croît de 7%. L'importation diminuant de 32%.

Evolution des parts de marché des produits de liste (UE 2014 modifiée en 2019) par division de la NAF (branche)

DIVISION NAF	2015	2016	2017	2018	2019	2020	EVOL 2020/2019 (en points)
01 Culture et production animale, chasse et services annexes	0,0%	20,9%	14,3%	15,2%	21,9%	11,7%	-10,2
02 Sylviculture et exploitation forestière	99,9%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	99,8%	-0,2
03 Pêche et aquaculture	5,7%	6,0%	5,0%	3,3%	10,7%	9,4%	-1,3
08 Autres industries extractives	99,7%	99,9%	99,8%	99,7%	99,6%	99,5%	-0,1
10 Industries alimentaires	28,3%	29,3%	28,2%	27,4%	25,9%	27,0%	1,1
11 Fabrication de boissons	15,2%	13,7%	15,0%	14,6%	16,5%	17,4%	0,9
13 Fabrication de textiles	0,0%	10,2%	6,1%	5,9%	5,1%	0,5%	-4,7
14 Industrie de l'habillement	0,0%	8,4%	8,8%	10,8%	1,9%	0,8%	-1,1
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	91,8%	92,6%	88,9%	89,4%	89,5%	90,4%	0,9
17 Industrie du papier et du carton	0,1%	0,0%	0,1%	13,9%	16,8%	18,7%	1,9
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	27,8%	47,7%	39,9%	62,4%	59,8%	53,7%	-6,1
20 Industrie chimique	0,0%	9,7%	9,9%	9,7%	8,1%	6,8%	-1,3
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	8,6%	8,9%	9,6%	9,6%	7,7%	11,4%	3,7
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	97,2%	93,9%	93,9%	91,2%	92,0%	92,3%	0,3
24 Métallurgie	0,8%	1,6%	2,7%	2,8%	3,0%	4,3%	1,2
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	59,6%	59,4%	52,2%	51,7%	41,0%	54,4%	13,4
27 Fabrication d'équipements électriques	0,0%	0,5%	0,4%	0,3%	0,9%	0,5%	-0,4
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.			100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0
31 Fabrication de meubles	23,8%	25,8%	21,1%	12,4%	10,7%	0,0%	-10,7
36 Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0
TOTAL	49,3%	45,0%	45,1%	43,4%	40,7%	45,7%	5,1

C- ANALYSE DE LA POLITIQUE DE TAXATION ET DE DIFFÉRENTIEL

⇒ *Sources :*

CTG :

- *Tarif Général d'Octroi de Mer 2020 en date du 27 janvier 2020*

Administration régionale des douanes :

- *Exonérations d'OMI 2020*
- *Exonérations d'OME 2020*
- *Echanges extérieurs 2020*

C1- Politique de taxation et de différentiel à l'octroi de mer

C1.1- ANALYSE DU TARIF DOUANIER

- ❖ Le tarif adopté le 18 décembre 2014 et mis en œuvre en 2015, prend en compte les dispositions de la Décision européenne de 2004 et la tarification applicable aux anciens produits de liste. Ce tarif se déclinait de manière hétérogène, adoptant les niveaux SH4 à NC8 de la nomenclature douanière. Les codes étant pour la plupart associé à un taux par défaut (15% OM + 2,5% OMR), seules les exceptions étant réellement spécifiées.
- ❖ A partir de 2016 les tarifs sont déclinés en NC8, ce qui facilite leur lisibilité mais aussi le rapprochement avec les ventes internes, les exportations et les importations, elles-mêmes fournies à l'échelle NC8.

Le tarif 2020 décline 1 106 codes de produits de liste de niveau NC8 :

- 84 de liste A
- 851 de liste B
- Et 171 de liste C

A ces codes s'ajoutent 49 produits relevant d'un tarif dérogatoire.

Politique de taxation à l'importation (Octroi de mer Externe : OME) en nombre de produits

TAUX OME (OME+OMER)	NOMBRE DE PRODUITS 2016	%	NOMBRE DE PRODUITS 2017	%	NOMBRE DE PRODUITS 2018	%	NOMBRE DE PRODUITS 2019	%	NOMBRE DE PRODUITS 2020	%
0,0%	187	2,0%	219	2,3%	205	2,1%	174	1,8%	150	1,6%
1,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%		
1,5%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%		
2,5%	123	1,3%	132	1,4%	138	1,4%	129	1,3%		
3,00%									32	0,3%
3,5%			7	0,1%	7	0,1%	7	0,1%		
4,0%	59	0,6%	64	0,7%	64	0,7%	64	0,7%		
4,5%			2	0,0%	2	0,0%				
5,0%	213	2,2%	213	2,2%	242	2,5%	243	2,5%	512	5,4%
7,0%	86	0,9%	87	0,9%	87	0,9%	85	0,9%		
9,7%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%		
10,0%	296	3,1%	307	3,2%	305	3,2%	305	3,2%	367	3,9%
10,5%	17	0,2%	17	0,2%	17	0,2%	19	0,2%		
11,0%	8	0,1%	8	0,1%	8	0,1%	8	0,1%		
12,5%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%		
15,0%	63	0,7%	63	0,7%	63	0,7%	63	0,7%	4 041	42,5%
16,0%							48	0,5%	15	0,2%
16,5%	21	0,2%	22	0,2%	22	0,2%	22	0,2%	12	0,1%
17,5%	7428	78,2%	7455	77,3%	7417	77,1%	7370	77,0%	216	2,3%
18,5%	14	0,1%	17	0,2%	17	0,2%	17	0,2%	17	0,2%
19,0%	2	0,0%	6	0,1%	6	0,1%	6	0,1%		
19,5%	5	0,1%	7	0,1%	7	0,1%	7	0,1%	12	0,1%

TAUX OME (OME+OMER)	NOMBRE DE PRODUITS 2016	%	NOMBRE DE PRODUITS 2017	%	NOMBRE DE PRODUITS 2018	%	NOMBRE DE PRODUITS 2019	%	NOMBRE DE PRODUITS 2020	%
20,0%	425	4,5%	418	4,3%	413	4,3%	412	4,3%	3 702	38,9%
21,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%		
21,5%	2	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,01%
22,5%	99	1,0%	102	1,1%	94	1,0%	96	1,0%		
23,0%	21	0,2%	25	0,3%	25	0,3%	25	0,3%		
23,5%	4	0,0%	4	0,0%	4	0,0%	4	0,0%	16	0,2%
24,0%			1	0,0%	1	0,0%				
24,5%	1		2	0,0%	2	0,0%	2	0,0%	2	0,02%
25,0%	50	0,5%	53	0,5%	53	0,6%	50	0,5%		
27,0%	3	0,0%	3	0,0%	3	0,0%	3	0,0%	3	0,03%
30,0%	122	1,3%	139	1,4%	139	1,4%	139	1,5%	340	3,6%
31,0%	2	0,0%	2	0,0%	2	0,0%	2	0,0%		
35,0%	171	1,8%	199	2,1%	199	2,1%	194	2,0%		
50,0%	60	0,6%	60	0,6%	60	0,6%	60	0,6%	61	0,6%
60,0%	10	0,1%	10	0,1%	10	0,1%	10	0,1%	10	0,1%
TOTAL	9497		9650		9618		9570		9509	

On constate :

- ❖ Une évolution importante de la tarification.
- ❖ A la très vaste gamme de taux (36 taux) **se substitue un tarif simplifié qui ne décline plus que 18 taux**.
- ❖ Le taux de 17,5% qui était le plus utilisé (plus de 77% du nombre de produits en 2019) est remplacé par 2 taux : 15% (appliqué à 42,5% des produits) et 20% (appliqué à 38,9% des produits).
- ❖ Les taux de 10% continue de concerner environ 3% des produits.
- ❖ Le taux de 3% apparaît en 2020, il concerne 0,3% des produits.
- ❖ Comme pour les années précédentes, les produits les plus taxés concernent les positions 2402 (Cigares y.c. ceux à bouts coupés cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac) et 2403 (Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; tabacs "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sautes de tabac) à hauteur de 60%.

Politique de taxation de la production locale (Octroi de mer Interne : OMI) en nombre de produits

TAUX OMI (OMI+OMIR)	NOMBRE DE PRODUITS 2016	%	NOMBRE DE PRODUITS 2017	%	NOMBRE DE PRODUITS 2018	%	NOMBRE DE PRODUITS 2019	%	NOMBRE DE PRODUITS 2020	%
0,0%	504	5,3%	550	5,7%	531	5,5%	501	5,2%	476	5,0%
1,0%	688	7,2%	707	7,3%	694	7,2%	686	7,2%	731	7,7%
1,5%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%	1	0,0%		
2,5%	178	1,9%	151	1,6%	157	1,6%	148	1,5%		
3,5%		0,0%	7	0,1%	7	0,1%	7	0,1%	32	0,3%
3,0%										
4,0%	59	0,6%	64	0,7%	64	0,7%	64	0,7%		
4,5%			1	0,0%	1	0,0%				
5,0%	195	2,1%	195	2,0%	224	2,3%	225	2,4%	494	5,2%
7,0%	86	0,9%	87	0,9%	87	0,9%	85	0,9%		
10,0%	121	1,3%	123	1,3%	121	1,3%	121	1,3%	153	1,6%
15,0%	19	0,2%	19	0,2%	19	0,2%	19	0,2%	3781	39,8%
17,5%	6943	73,1%	6990	72,4%	6957	72,3%	6958	72,7%	2	0,02%
20,0%	285	3,0%	280	2,9%	280	2,9%	280	2,9%	3446	36,2%
22,5%	4	0,0%	4	0,0%	4	0,0%	10	0,1%		
23,0%	21	0,2%	25	0,3%	25	0,3%	25	0,3%		

TAUX OMI (OMI+OMIR)	NOMBRE DE PRODUITS 2016	%	NOMBRE DE PRODUITS 2017	%	NOMBRE DE PRODUITS 2018	%	NOMBRE DE PRODUITS 2019	%	NOMBRE DE PRODUITS 2020	%
25,0%	50	0,5%	50	0,5%	50	0,5%	50	0,5%		
30,0%	102	1,1%	127	1,3%	127	1,3%	127	1,3%	323	3,4%
35,0%	171	1,8%	199	2,1%	199	2,1%	193	2,0%		
50,0%	60	0,6%	60	0,6%	60	0,6%	60	0,6%	61	0,6%
60,0%	10	0,1%	10	0,1%	10	0,1%	10	0,1%	10	0,1%
TOTAL	9497		9650		9618		9570		9509	

On observe que :

- ❖ La gamme de taux est moins importante qu'à l'importation (**11 taux**).
- ❖ Le taux le plus utilisé sur la production locale de 17,5% d'OMIR (Plus de 70% du nombre de produits déclinés dans le tarif) est, comme pour l'OME, remplacé par les taux de 15% et de 20%. Bien évidemment aucun produit de liste n'est concerné.
- ❖ **Plus de 1200 produits bénéficient d'un taux d'OMIR nul ou à taux réduit (1%).**

↳ Pour l'importation, comme pour les ventes internes, la gamme de taux a été sensiblement réduite, ce qui simplifie la lisibilité du tarif.

C1.2- APPLICATION DU TARIF DOUANIER

Application du tarif aux valeurs importées (hors exonération et hors régimes douaniers spécifiques)

PAR NIVEAU DE TAXATION

OME (OME+OMER)	IMPORT 2015	IMPORT 2016	IMPORT 2017	IMPORT 2018	IMPORT 2019	IMPORT 2020
0,0%	50 508 475	50 519 042	51 624 871	55 267 362	60 267 873	62 320 345
1,0%		222			51	
1,5%		690 275	1 488 666	626 229	482 386	
2,5%	58 548 259	53 290 568	89 237 647	50 051 583	36 932 033	
3,0%						24 638 052
3,5%			2 121 499	1 692 292	1 974 904	
4,0%	60 533 608	65 651 472	70 269 030	70 764 335	72 617 080	
4,5%	1 370 060	1 985 512	1 909 610	1 971 378	2 056 340	
5,0%	33 921 461	34 893 740	37 220 123	53 879 857	43 159 793	322 033 880
7,0%	182 867 936	157 831 150	159 797 235	182 733 441	226 328 623	
10,0%	78 820 894	71 450 392	78 348 742	94 485 136	113 786 693	136 010 358
10,5%		2 167 210	1 535 310	1 596 779	1 630 421	
11,0%		872 442	676 933	898 724	765 796	
12,5%	724 825	837 828	1 088 896	1 063 139	1 072 537	
15,0%	12 604 839	13 342 398	14 377 512	15 136 012	15 519 374	250 513 939
16,0%					3 653 053	1 044 796
16,5%	2 147 892	2 517 963	2 517 488	3 129 553	3 097 063	413 571
17,5%	647 194 661	574 878 904	650 709 097	750 670 395	892 211 079	88 643 421
18,5%		198 295	325 252	268 864	301 203	865 381
19,0%		411 198	213 904	275 339	191 784	
19,5%	6 008	4 310 795	4 012 459	4 340 493	4 421 958	4 797 229
20,0%	71 869 782	70 658 695	70 781 159	75 947 009	78 166 642	737 223 379
21,0%		1 753 212	1 794 885	1 761 989	1 920 666	
21,5%		22 874	32 913	90	2 621	619
22,5%	4 424 086	3 572 917	3 554 176	3 451 531	3 878 874	
23,0%	110 325 303	65 898 666	73 713 155	86 373 007	159 847 383	
23,5%		810 881	1 371 692	896 849	767 784	1 894 983
24,5%		185 533	228 344	252 054	123 191	104 003
25,0%	12 636 594	15 057 535	15 032 182	15 481 676	15 265 756	
27,0%		14 642 014	14 029 862	14 533 917	14 760 966	16 069 427
30,0%	28 312 080	11 564 508	10 271 011	11 272 652	12 307 520	21 172 883
31,0%		54 477	69 803	36 083	38 637	
35,0%	8 861 338	3 712 701	4 831 415	4 612 207	13 361 327	
50,0%	3 450 361	3 050 653	3 199 744	3 293 947	5 029 965	4 203 952
60,0%	5 751 698	3 097 452	3 208 014	2 635 868	6 437 744	6 199 389
TAUX MOYEN PONDÉRE	14,7%	14,2%	14,0%	14,4%	15,1%	14,8%

Le taux de taxation moyen pondéré des importations s'élève à 14,8 % en 2020 en diminution de 0,2 point par rapport à 2019. 3 taux dominent :

- ❖ 5%, qui est essentiellement appliqué aux produits pétroliers, aux médicaments et aux machines et appareils de levage.
- ❖ 15%, taux le plus utilisé en nombre de produits, est appliqué en particulier (12,1% des valeurs importées) aux cadres et conteneurs spécialement conçus et équipés pour un ou plusieurs modes de transport (à l'excl. des conteneurs avec blindage en plomb, pour le transport des matières radioactives [euratom])⁶,

⁶ Il s'agit d'une application théorique car les entreprises sont généralement exonérées d'octroi de mer sur l'importation de leurs équipements. Le cas échéant, elles peuvent aussi en obtenir le remboursement.

❖ 20%, taux qui est, en particulier, appliqué aux voitures (9,8%) et aux téléphones cellulaires (3,3%).

PAR SECTEUR

SECTION NAF	OME (OME+OMER)	IMPORT 2015	IMPORT 2016	IMPORT 2017	IMPORT 2018	IMPORT 2019	IMPORT 2020
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0%	4 331 068	3 627 971	3 974 216	5 094 415	2 435 160	2 013 154
	1,0%		222			51	
	2,5%	37 690	44 498	8 192	19 782	17 403	
	3,0%						17 969
	5,0%	1 757 477	992 859	1 190 300	1 498 828	1 663 772	1 898 552
	7,0%	60 950	174 420	218 588	32 590	154 676	
	10,0%	1 203 921	3 302 982	3 510 741	3 550 068	3 524 259	4 722 430
	11,0%		407 849	354 836	436 182	340 078	
	15,0%						12 862 958
	17,5%	7 149 309	8 199 541	8 656 420	10 057 952	11 384 662	
	20,0%	531 767	667 500	620 763	655 640	740 269	500 046
	30,0%	2 527	355				63 568
	35,0%	49 751	60 486	65 614	60 559	40 115	
Total Agriculture, sylviculture et pêche	15 124 460	17 478 683	18 599 670	21 406 016	20 300 445	22 078 677	
MOYENNE PONDREE	10,5%	11,6%	11,4%	11,2%	13,0%	11,8%	
Industries agro-alimentaires	0,0%	15 927 043	17 992 150	18 468 973	18 783 986	20 979 231	22 627 160
	2,5%	601 348	5 126 446	5 246 098	4 879 029	3 927 273	
	4,5%	1 370 060	1 985 512	1 909 610	1 971 378	2 056 340	
	5,0%	30 639 622	32 036 430	34 557 488	36 511 902	38 443 374	28 797 809
	10,0%	3 615 324	7 263 374	7 570 378	7 315 715	7 643 671	27 829 584
	15,0%	12 604 839	13 342 398	14 377 512	15 136 012	15 519 374	66 523 050
	16,0%					3 653 053	1 044 796
	17,5%	60 099 003	65 880 229	69 943 311	70 573 494	71 394 352	25 536 431
	18,5%		17 953	13 507	34 166	40 950	20 855
	19,0%		411 198	213 904	275 339	191 784	
	19,5%	6 008	206 918	150 510	156 966	141 914	183 672
	20,0%	41 623 375	43 515 641	43 916 750	44 237 071	46 938 480	60 464 407
	21,0%		1 753 212	1 794 885	1 761 989	1 920 666	
	22,5%	4 424 086	3 572 917	3 554 176	3 451 531	3 878 874	
	23,5%						1 318 015
	25,0%		338 370	617 681	610 385	352 725	
	27,0%		14 642 014	14 029 862	14 533 917	14 760 966	16 069 427
	30,0%	26 426 435	11 029 278	9 565 200	10 423 952	11 592 376	10 469 278
	50,0%	3 450 361	3 050 653	3 199 744	3 293 947	4 677 240	4 203 952
Total Industries agro-alimentaires	200 787 504	222 164 693	229 129 589	233 950 779	248 112 643	265 088 436	
MOYENNE PONDREE	16,6%	15,7%	15,5%	15,5%	15,7%	15,4%	
Industries extractives	5,0%						21 211
	7,0%	10 608	59 464	2 901	136 664	22 943	
	10,0%		18 872	44 609	58 397	59 966	93 229
	15,0%						1 848 124
	17,5%	1 157 955	1 557 161	1 351 089	1 415 848	1 495 255	
	20,0%	48 201					
Total Industries extractives	1 216 764	1 635 497	1 398 599	1 610 909	1 578 164	1 962 564	
MOYENNE PONDREE	17,5%	17,0%	17,2%	16,3%	17,1%	14,7%	
Industries manufacturières	0,0%	30 250 364	29 797 738	29 181 682	31 388 961	36 877 790	37 680 031
	1,5%		690 275	1 488 666	626 229	482 386	
	2,5%	57 909 221	48 104 978	83 983 357	45 152 772	32 987 357	
	3,0%						24 620 083
	3,5%			2 121 499	1 692 292	1 974 904	
	4,0%	60 533 608	65 651 472	70 269 030	70 764 335	72 617 080	
	5,0%	1 524 362	1 864 451	1 472 335	15 869 127	3 052 647	291 316 308
	7,0%	182 796 378	157 597 266	159 575 746	182 564 187	226 151 004	
	10,0%	74 001 649	60 865 164	67 223 014	83 560 956	102 558 797	103 339 939
	10,5%		2 167 210	1 535 310	1 596 779	1 630 421	

SECTION NAF	OME (OME+OMER)	IMPORT 2015	IMPORT 2016	IMPORT 2017	IMPORT 2018	IMPORT 2019	IMPORT 2020
	11,0%		464 593	322 097	462 542	425 718	
	12,5%	724 825	837 828	1 088 896	1 063 139	1 072 537	
	15,0%						169 279 807
	16,5%	2 147 892	2 517 963	2 517 488	3 129 553	3 097 063	413 571
	17,5%	578 709 804	499 138 092	570 699 194	668 494 479	831 868 214	63 106 990
	18,5%		180 342	311 745	234 698	260 253	844 526
	19,5%		4 103 877	3 861 949	4 183 527	4 280 044	4 613 557
	20,0%	29 666 439	25 591 383	26 243 646	31 054 298	30 487 893	676 235 253
	21,5%		22 874	32 913	90	2 621	619
	23,0%	110 325 303	65 898 666	73 713 155	86 373 007	159 847 383	
	23,5%		810 881	1 371 692	896 849	767 784	576 968
	24,5%		185 533	228 344	252 054	123 191	104 003
	25,0%	12 636 594	14 719 165	14 414 501	14 871 291	15 265 756	
	30,0%	1 883 118	534 875	705 811	848 700	715 144	10 640 037
	31,0%		54 477	69 803	36 083	38 637	
	35,0%	8 811 587	3 652 215	4 765 801	4 551 648	13 321 212	
	60,0%	5 751 698	3 097 452	3 208 014	2 635 868	6 437 744	6 199 389
<i>PRODUITS CONFIDENTIELS</i> <i>Non comptabilisés dans le calcul</i>	ND	36 879 649	30 666 811	33 232 326	30 765 645	29 121 092	31 172 601
Total Industries manufacturières		1 194 552 491	1 019 215 581	1 153 638 014	1 283 069 109	1 575 464 672	1 388 971 081
MOYENNE PONDÉREE		14,0%	13,5%	13,4%	13,9%	14,8%	14,8%

- ❖ **Le niveau de taxation moyen pondéré des importations reste stable en 2020.**
- ❖ Pour deux secteurs, on constate toutefois une baisse significative du taux moyen pondéré :
 - Les industries extractives : 14,7% en 2020 contre 17,1% en 2019. Le taux de référence de 17% ayant été abaissé à 15%,
 - L'agriculture, de la pêche et de la sylviculture : -1,1 point.
- ❖ Pour les autres secteurs, les plus importants en termes de montant importés, on n'observe pas d'évolution significative.

↳ *L'application du tarif, assez sensiblement refondu en 2020, confirme la politique fiscale modérée de la CTG. Ainsi, pour l'importation, le taux d'OM moyen pondéré de (14,8% en 2020) reste inférieur au taux dit « normal » de TVA national (20%).*

Application du tarif aux valeurs importées en tenant compte des exonérations à l'importation et des régimes douaniers spécifiques)

- ❖ En réalité le taux appliqué aux importations est inférieur puisqu'il n'est pas tenu compte dans les calculs précédents :
 - **Des exonérations à l'importation** accordées par la CTG au titre de l'article 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, modifié par l'article 7 de la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 ; exonérations quantifiées au paragraphe C2 du présent rapport,
 - **De l'exclusion de l'assiette de taxation des biens importés sous les régimes douaniers suivants :**
 - 51 : Perfectionnement actif,
 - 53 : Admission temporaire,
 - 61 : Réimportation.
- Ces biens n'étant pas soumis à l'octroi de mer.

En tenant compte de ces exceptions, les taux d'octroi de mer moyens pondérés sur les importations réellement taxées s'établissent comme suit :

Taux d'octroi de mer sur les importations effectivement taxées

OME+OMER	IMPORT TOTAL 2018	MONTANT IMPORT EXONERE 2018	BIENS IMPORTES SOUS REGIMES DOUANIERS 51 53 ET 61 EN 2018	IMPORT EFFECTIVEMENT TAXE 2018	IMPORT TOTAL 2019	MONTANT IMPORT EXONERE 2019	BIENS IMPORTES SOUS REGIMES DOUANIERS 51 53 ET 61 EN 2019	IMPORT EFFECTIVEMENT TAXE 2019	IMPOR TOTAL 2020	MONTANT IMPORT EXONERE 2020	BIENS IMPORTES SOUS REGIMES DOUANIERS 51 53 ET 61 EN 2020	IMPORT EFFECTIVEMENT TAXE 2020
0,0%	55 267 362	76 158	366 757	54 824 447	60 267 873	22 231	751 297	59 494 345	62 320 345	245	1 685 686	60 634 414
1,0%					51			51				
1,5%	626 229			626 229	482 386			482 386				
2,5%	50 051 583	97 626	1 624 052	48 329 905	36 932 033	187 046	201 572	36 543 415				
3,0%								0	24 638 052	3 742	50 050	24 584 260
3,5%	1 692 292	23 026		1 669 266	1 974 904	4 668		1 970 236				
4,0%	70 764 335	2 361	9	70 761 965	72 617 080	9 278	1 019	72 606 783				
4,5%	1 971 378			1 971 378	2 056 340			2 056 340				
5,0%	53 879 857	195 354	44 960 932	8 723 571	43 159 793	100 511	6 569	43 052 713	322 033 880	6 220 284	2 130 009	313 683 587
7,0%	182 733 441	1 186 888	667 890	180 878 663	226 328 623	981 367	122 600	225 224 656				
10,0%	94 485 136	30 420 486	66 102 058	-2 037 408	113 786 693	24 730 129	914 543	88 142 021	136 010 358	26 587 575	1 098 065	108 324 718
10,5%	1 596 779	952 857		643 922	1 630 421	842 343		788 078				
11,0%	898 724	24 851		873 873	765 796	2 356		763 440				
12,5%	1 063 139			1 063 139	1 072 537			1 072 537				
15,0%	15 136 012	222 611	11 886	14 901 515	15 519 374	117 812		15 401 562	250 513 939	17 838 076	26 783 368	205 892 495
16,0%					3 653 053			3 653 053	1 044 796	755		1 044 041
16,5%	3 129 553	1 015 259	3 776	2 110 518	3 097 063	613 162	12 182	2 471 719	413 571	267 645		145 926
17,5%	753 456 136	92 912 434	129 865 678	530 678 024	916 268 914	98 851 110	85 088 425	732 329 379	88 643 421	10 801 678	399 571	77 442 172
18,5%	268 864	128 255		140 609	301 203	137 607		163 596	865 381	156 487		708 894
19,0%	275 339			275 339	191 784			191 784				
19,5%	4 340 493	249 214	16 057	4 075 222	4 421 958	166 394	20 506	4 235 058	4 797 229	274 283	28 142	4 494 804
20,0%	75 947 009	3 672 397	7 266	72 267 346	78 166 642	2 972 605	24 734	75 169 303	737 223 379	63 258 926	33 061 140	640 903 313
21,0%	1 761 989	2 674		1 759 315	1 920 666	1 830		1 918 836				
21,5%	90			90	2 621			2 621	619			619
22,5%	3 451 531	150 008		3 301 523	3 878 874	116 644		3 762 230				
23,0%	86 373 007	46 627	47 353	86 279 027	159 847 383	87 980	173 501	159 585 902				
23,5%	896 849			896 849	767 784			767 784	1 894 983	28 240		1 866 743
24,5%	252 054			252 054	123 191			123 191	513 588			513 588
25,0%	15 481 676	130 674		15 351 002	15 618 481	83 576		15 534 905				
27,0%	14 533 917			14 533 917	14 760 966			14 760 966	16 069 427			16 069 427
30,0%	11 272 652			11 272 652	12 307 520	5 435		12 302 085	21 172 883	1 037 145	1 056 279	19 079 459
31,0%	36 083			36 083	38 637			38 637				
35,0%	4 612 207	799 640	10 889 812	-7 077 245	13 361 327	982 163	985 586	11 393 578				

OME+OMER	IMPORT TOTAL 2018	MONTANT IMPORT EXONERE 2018	BIENS IMPORTE SOUS REGIMES DOUANIER 51 53 ET 61 EN 2018	IMPORT EFFECTIVEMENT TAXE 2018	IMPORT TOTAL 2019	MONTANT IMPORT EXONERE 2019	BIENS IMPORTE SOUS REGIMES DOUANIER 51 53 ET 61 EN 2019	IMPORT EFFECTIVEMENT TAXE 2019	IMPOR TOTAL 2020	MONTANT IMPORT EXONERE 2020	BIENS IMPORTE SOUS REGIMES DOUANIER 51 53 ET 61 EN 2020	IMPORT EFFECTIVEMENT TAXE 2020
50,0%	3 293 947			3 293 947	4 677 240			4 677 240	3 794 367			3 794 367
60,0%	2 635 868			2 635 868	6 437 744			6 437 744	6 199 389			6 199 389
nd	30 765 645	21 855	4 111 624		29 121 092		6 291 930	22 829 162	31 172 601	5 914	13 571 151	
Total	1 542 951 176	132 331 255	258 675 150	1 125 312 605	1 845 558 047	131 016 247	94 594 464	1 597 118 174	1 709 322 208	126 480 995	79 863 461	1 485 382 216
MOYENNE PONDREEE				14,3%	14,7%				14,6%			

* nd = produits confidentiels non associés à des taux spécifiques, donc exclus du calcul.

* **En rouge sont signalées des anomalies : les montants importés exonérés étant supérieurs au total des importations**

NB :Calculs menés pour les 3 années pour lesquels la CTG a reçu les informations détaillées

❖ On observe que le taux moyen pondéré effectif d'exonération est relativement stable, même s'il augmente légèrement entre 2018 et 2020 (+0,3 point).

Application du tarif aux valeurs produites

PAR NIVEAU DE TAXATION

OMI (OMI + OMIR)	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
0,0%	177 826 355	91 060 815	102 492 291	91 712 644	86 535 731	100 973 214
1,0%	4 079 795	57 194 094	59 795 352	75 485 620	64 952 558	87 525 054
1,5%	33 736 421	18 230 605	16 304 499	17 863 986	15 676 999	
2,5%	11 101 695	274 320	1 022 501	2 092 538	4 210 085	
3,0%						46 729 921
4,5%	24 667 295	25 985 563	27 540 872	29 306 882	30 084 152	
5,0%		28 593	80 693	101 868	127 270	5 379 704
7,0%	3 685 055			693 721	254 124	
15,0%						252 631
17,5%	115 591 764,00	112 638 487	109 137 256	110 565 613	113 186 172	120 063 128
20,0%		9 798	5 225	5 639	12 002	315 851
35,0%			509 955			
50,0%						
TOTAL	370 688 380	305 422 275	316 888 643	327 828 511	315 039 093	361 239 503
TAUX MOYEN PONDÉRE	6,0%	7,1%	6,8%	6,6%	7,0%	6,5%

Le taux de taxation moyen pondéré de la production locale diminue de 0,5 points en 2020.

Deux taux dominent :

- ❖ 0%, qui est essentiellement appliqué aux produits du BTP : béton, bois et fabrications en bois, pierres, sables et graviers...,
- ❖ 17,5%, qui est essentiellement appliquée à la production d'énergie électrique.

A noter, la disparition des taux de 1,5%, 2,5% et 4,5% au profit d'un taux à 3%, et moins significativement à 7%.

PAR SECTEUR

SECTION NAF	OMI TOTAL 2015	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0%	2 888 505	3 184 010	2 781 071	2 214 348	3 534 998	7 605 360
	1,0%		545 433	338 837	380 866	591 894	400 553
	2,5%				657 074	962 373	
	3,0%						1 389 545
	5,0%			48 232	67 627	108 995	41 999
	7,0%					15 000	
	15,0%						116 741
	17,5%	24 633		87 559	146 858	130 414	
	20,0%		8 228	5 225	4 139	9 000	4 026
	35,0%			509 955			
Total Agriculture, sylviculture et pêche	2 913 138	3 737 671	3 770 879	3 470 912	5 352 674	9 558 224	
MOYENNE PONDÉREE	0,1%	0,2%	5,3%	1,4%	1,1%	0,7%	
Industries agro-alimentaires	0,0%	27 632 701	22 014 472	20 414 374	18 634 813	17 558 325	22 457 724
	1,0%	4 079 795	16 615 515	18 906 977	19 768 186	21 098 973	21 634 805
	1,5%						
	2,5%	4 984 285	164 607	197 757	431 341	2 275 800	
	5,0%			32 461	34 241	18 275	2 850 517
	15,0%						99 289
	17,5%	32 698	51 931	203 107	197 149	135 606	
	20,0%				1 500	3 002	43 862

SECTION NAF	OMI TOTAL 2015	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
Total Industries agro-alimentaires	36 729 479	38 875 118	39 754 676	39 067 230	41 089 981	47 086 197	
MOYENNE PONDREEE	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,7%	0,8%	
Industries extractives	0,0% 5%	15 842 837	15 611 966	21 711 040	17 866 112	14 411 841	19 066 755 150 319
Total Industries extractives	15 842 837	15 611 966	21 711 040	17 866 112	14 411 841	19 217 074	
MOYENNE PONDREEE	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,04%
Industries manufacturières	0,0% 1,0% 1,5% 2,5% 3,0% 5,0% 7,0% 15,0% 17,5% 20,0%	131 462 312 40 033 146 33 736 421 6 117 410 3 685 055 247 904 1 570	50 250 367 40 549 538 18 230 605 109 713 824 744 359 097 452 594	57 585 806 55 336 568 16 304 499 1 004 123 693 721 488 920	52 997 371 43 261 691 17 863 986 971 912 369 031	51 030 567 65 489 696 15 676 999 997 389 2 336 869	51 843 375 36 601 267 963
Total Industries manufacturières	175 249 102	108 984 498	115 717 180	128 384 689	111 549 324	120 971 893	
MOYENNE PONDREEE	0,5%	0,7%	0,6%	0,8%	0,7%	0,7%	
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	3,0% 4,5%						44 342 987
Total Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	24 667 295	25 985 563	27 540 872	29 306 882	30 084 152	44 342 987	
MOYENNE PONDREEE	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	3,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	17,5%	115 286 529	112 227 459	108 393 996	109 732 686	112 551 121	120 063 128
Total Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	115 286 529	112 227 459	108 393 996	109 732 686	112 551 121	120 063 128	
MOYENNE PONDREEE	17,5%	17,5%	17,5%	17,5%	17,5%	17,5%	17,5%

- ❖ Du point de vue sectoriel, le nombre de taux appliqués aux ventes internes a également été sensiblement diminué améliorant la lisibilité du tarif.
- ❖ Le niveau de taxation des produits issus de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture diminue de 0,4 point en 2020, tandis qu'il reste stable pour les autres secteurs, sauf pour la production d'eau potable dont le taux passe de 4,5% à 3%.
- ❖ A noter également l'apparition du taux de 5% pour le secteur des industries extractives. Ce taux s'applique aux codes NC8 suivants :
 - 27149000 : Bitumes et asphalte, naturels; asphaltites et roches asphaltiques
 - 27141000 : Schistes et sables bitumineux
 - 27112100 : Gaz naturel, à l'état gazeux
 - 26169000 : Minéraux de métaux précieux et leurs concentrés (à l'excl. des minéraux d'argent et de leurs concentrés). Les ventes internes déclarées en 2020 ne concernent que ce dernier produit.

➤ ***En toute logique, la production locale est peu taxée à l'octroi de mer, quel que soit le secteur.***

C1.3- DIFFÉRENTIELS DE TAXATION ENTRE PRODUITS IMPORTES ET LIVRAISONS

- ❖ Les exonérations d'octroi de mer constituent l'un des instruments de la politique territoriale en faveur des entreprises. Cette politique, fortement encadrée, trouve sa justification dans la reconnaissance par les instances communautaires de handicaps structurels et permanents affectant de manière significative le développement d'activités de production.
Elle s'appuie sur une architecture juridique adoptée au niveau communautaire, traduite et complétée dans la loi française du 2 juillet 2004, modifiée par celle du 29 juin 2015.

Principes et fonctionnement

- ❖ **Le dispositif de différentiel** de taxation entre produits importés et ventes internes s'applique en vertu de la Décision du Conseil N° 940/2014/UE du 17 décembre 2014, relative au régime de l'octroi de mer dans les départements français d'outre-mer qui encadre les autorisations de pratique de différentiels dans les DOM. Cette Décision a été modifiée par la Décision du Conseil de l'Union européenne N° 2019/664 du 15 avril 2019.
- ❖ Trois annexes (A, B, C) déclinent très précisément les produits concernés. **Pour la Guyane, 205 produits**, de différents niveaux de nomenclature, sont inscrits :
 - 18 produits appartiennent à la liste A (écart autorisé de 10 points)
 - 158 produits appartiennent à la liste B (écart autorisé de 20 points)
 - 29 produits appartiennent à la liste C (écart autorisé de 30 points)

Application des différentiels

- ❖ Pour fixer les différentiels d'octroi de mer, la CTG observe pour principal critère le surcoût effectif supporté par la production locale. Il s'agit de veiller à une compensation proportionnée de ceux-ci en adoptant le différentiel idoine.

AUX VENTES INTERNES (VALEUR) AVEC EAU D'ADDUCTION

DIFFERENTIEL PRATIQUE	VENTES INTERNES 2015	%	VENTES INTERNES 2016	%	VENTES INTERNES 2017	%	VENTES INTERNES 2018	%	VENTES INTERNES 2019	%	VENTES INTERNES 2020	%
0,0%	25 637 512	13,3%	26 256 910	15,3%	27 820 647	14,7%	29 530 112	15,2%	30 440 451	16,9%	44 563 256	19,1%
2,5%	160 860	0,1%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
3,5%	2 244 941	1,2%	1 709 626	1,0%	1 734 510	0,9%	1 787 823	0,9%	2 628 933	1,4%		0,0%
4,0%		0,0%	163 868	0,1%	162 133	0,1%	188 041	0,1%	192 570	0,1%	182 542	0,1%
7,5%	51 005	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
9,0%		0,0%	921 667	0,5%	1 101 746	0,6%	1 167 377	0,6%	1 353 913	0,7%	22 132 321	9,4%
9,5%		0,0%	6 874	0,0%	57 477	0,0%	26 112	0,0%	12 015	0,0%		0,0%
10,0%	49 230 737	25,6%	42 695 009	24,8%	56 985 824	30,2%	51 193 397	26,2%	46 848 103	25,7%	52 726 836	22,4%
11,0%	28 760	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
11,5%		0,0%	4 798	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
14,0%		0,0%		0,0%		0,0%	61 761	0,0%	36 849	0,0%	992 670	0,4%
15,0%	2 796 773	1,5%		0,0%		0,0%		0,0%	194 800	0,1%	1 506 026	0,6%
15,5%		0,0%	68 401	0,0%	41 017	0,0%	98 169	0,1%	39 789	0,0%	57 447	0,0%
16,0%	20 841 430	10,8%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
16,5%	478 429	0,2%	24 486 626	14,2%	21 944 392	11,6%	30 460 616	15,6%	27 632 678	15,2%	24 099 559	10,2%
17,5%	5 182 904	2,7%	7 300 649	4,2%	5 821 855	3,1%	4 715 267	2,4%	5 156 240	2,8%	7 776 059	3,3%
18,0%		0,0%	135 338	0,1%	103 075	0,1%	106 836	0,1%	115 639	0,1%		0,0%
18,5%	12 866 231	6,7%	448 404	0,3%	477 551	0,3%	461 372	0,2%	468 817	0,3%	543 873	0,2%
19,0%	186 514	0,1%	24 697 165	14,3%	30 056 915	15,9%	36 077 858	18,5%	28 668 777	15,7%	36 412 015	15,5%
19,5%		0,0%	533 598	0,3%	465 155	0,2%	547 619	0,3%	413 954	0,2%	98 875	0,0%
20,0%	41 504 170	21,6%	15 969 048	9,3%	16 054 191	8,5%	15 433 363	7,9%	13 958 654	7,7%	15 345 750	6,5%
21,5%	1 133 055	0,6%	2 498 428	1,5%	1 603 712	0,8%	1 954 665	1,0%	1 891 731	1,0%	1 040 948	0,4%
22,5%											268 607	0,1%
23,5%		0,0%	6 085 477	3,5%	5 108 203	2,7%	5 937 296	3,0%	2 714 030	1,5%	3 137 485	1,3%
24,0%		0,0%	456 347	0,3%	490 317	0,3%	494 545	0,3%	664 900	0,4%		0,0%
26,0%		0,0%		0,0%	380 422	0,2%	427 561	0,2%	491 127	0,3%	358 667	0,2%
27,5%	2 204 982	1,1%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
29,0%	515 285	0,3%	136 105	0,1%	126 299	0,1%	105 820	0,1%	120 630	0,1%	192 276	0,1%
30,0%	27 106 388	14,1%	17 418 860	10,1%	18 204 168	9,6%	14 027 776	7,2%	16 016 557	8,8%	21 403 939	9,1%
MOYENNE PONDÉREE	15,4%		14,6%		14,2%		14,2%		13,9%		13,2%	

AUX VENTES INTERNES (VALEUR) SANS EAU D'ADDUCTION

DIFFERENTIEL PRATIQUE	VENTES INTERNES 2015	%	VENTES INTERNES 2016	%	VENTES INTERNES 2017	%	VENTES INTERNES 2018	%	VENTES INTERNES 2019	%	VENTES INTERNES 2020	%
0,0%	970 217	0,6%	271 347	0,2%	279 775	0,2%	223 230	0,1%	356 299	0,2 %	220 269	0,1 %
2,5%	160 860	0,1%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
3,5%	2 244 941	1,2%	1 709 626	1,2%	1 734 510	1,1%	1 787 823	1,1%	2 628 933	1,7%		0,0%
4,0%		0,0%	163 868	0,1%	162 133	0,1%	188 041	0,1%	192 570	0,1%	182 542	0,1%
7,5%	51 005	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
9,0%		0,0%	921 667	0,6%	1 101 746	0,7%	1 167 377	0,7%	1 353 913	0,9%	22 132 321	11,6%
9,5%		0,0%	6 874	0,0%	57 477	0,0%	26 112	0,0%	12 015	0,0%		0,0%
10,0%	49 230 737	25,6%	42 695 009	29,2%	56 985 824	35,3%	51 193 397	30,9%	46 848 103	30,8%	52 726 836	27,6%
11,0%	28 760	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
11,5%		0,0%	4 798	0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
14,0%		0,0%		0,0%		0,0%	61 761	0,0%	36 849	0,0%	992 670	0,5%
15,0%	2 796 773	1,5%		0,0%		0,0%		0,0%	194 800	0,1%	1 506 026	0,8%
15,5%		0,0%	68 401	0,0%	41 017	0,0%	98 169	0,1%	39 789	0,0%	57 447	0,0%
16,0%	20 841 430	10,8%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
16,5%	478 429	0,2%	24 486 626	16,8%	21 944 392	13,6%	30 460 616	18,4%	27 632 678	18,1%	24 099 559	12,6%
17,5%	5 182 904	2,7%	7 300 649	5,0%	5 821 855	3,6%	4 715 267	2,8%	5 156 240	3,4%	7 776 059	4,1%
18,0%		0,0%	135 338	0,1%	103 075	0,1%	106 836	0,1%	115 639	0,1%		0,0%
18,5%	12 866 231	6,7%	448 404	0,3%	477 551	0,3%	461 372	0,3%	468 817	0,3%	543 873	0,3%
19,0%	186 514	0,1%	24 697 165	16,9%	30 056 915	18,6%	36 077 858	21,7%	28 668 777	18,8%	36 412 015	19,0%
19,5%		0,0%	533 598	0,4%	465 155	0,3%	547 619	0,3%	413 954	0,3%	98 875	0,1%
20,0%	41 504 170	21,6%	15 969 048	10,9%	16 054 191	9,9%	15 433 363	9,3%	13 958 654	9,2%	15 345 750	8,0%
21,5%	1 133 055	0,6%	2 498 428	1,7%	1 603 712	1,0%	1 954 665	1,2%	1 891 731	1,2%	1 040 948	0,5%
22,5%				0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	268 607	0,1%
23,5%		0,0%	6 085 477	4,2%	5 108 203	3,2%	5 937 296	3,6%	2 714 030	1,8%	3 137 485	1,6%
24,0%		0,0%	456 347	0,3%	490 317	0,3%	494 545	0,3%	664 900	0,4%		0,0%
26,0%		0,0%		0,0%	380 422	0,2%	427 561	0,3%	491 127	0,3%	358 667	0,2%
27,5%	2 204 982	1,1%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
29,0%	515 285	0,3%	136 105	0,1%	126 299	0,1%	105 820	0,1%	120 630	0,1%	192 276	0,1%
30,0%	27 106 388	14,1%	17 418 860	11,9%	18 204 168	11,3%	14 027 776	8,5%	16 016 557	10,5%	21 403 939	11,2%
MOYENNE PONDÉREE		17,7%		17,3%		16,7%		16,7%		16,7%		16,3%

- ❖ L'observation de la pratique de différentiel sur la valeur des ventes internes indique la **prédominance de l'écart de 10 points** qui concerne plus du quart de la valeur des produits de liste. Ce différentiel est en particulier appliqué aux produits issus des familles de produits suivantes (SH2) :
 - 38 Produits divers des industries chimiques (20 600 920 € de ventes internes en 2020),
 - 25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment (19 066 755 € de ventes internes en 2020),
 - 68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues (13 025 183 € de ventes internes en 2020).
- ❖ La non-application du différentiel est rare, elle concerne essentiellement l'eau d'adduction (44 342 987€ en 2020). Ces ventes internes étant significatives, elles biaisent le calcul de la moyenne pondérée du différentiel qui s'élève à 13,2% en 2020 , mais à 16,3% si l'on exclue cette production du calcul.
- ❖ Le différentiel de 30 points est uniquement appliqué aux produits relevant de la famille 44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois (21 403 939 € de ventes internes en 2020).
- ❖ A noter l'importance du différentiel de 19% (15,5% des ventes internes en 2020) qui s'applique essentiellement aux codes suivants :
 - 76101000 : Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, en aluminium (sauf pièces de garnissage) : 15 214 401 € de ventes internes en 2020,
 - 19059030 Pain sans addition de miel, d'œufs, de fromage ou de fruits et d'une teneur en sucres et matières grasses, chacune, <= 5% en poids sur matière sèche : 6 102 002 € de ventes internes en 2020.
- ❖ **En moyenne pondérée aux ventes internes, le différentiel pratiqué se situe à 13,2% en 2020 et à 16,3% si l'on exclue la situation particulière de l'eau d'adduction. On note toutefois que le différentiel moyen diminue tendanciellement. Il perd ainsi 1,4 point entre 2015 et 2020.**

PAR LISTE A, B ET C DE LA DECISION EUROPEENNE DE 2014 MODIFIEE EN 2019

Différentiels appliqués aux ventes internes selon les listes de la Décision UE de 2014 modifiée en 2019

LISTES ET DIFFERENTIELS PRATIQUES	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
A	65 073 574	43 450 180	57 701 289	51 936 452	47 625 413	70 530 662
9,0%		749 975	658 089	743 758	834 401	17 837 804
9,5%		6 874	57 477	26 112	12 015	
10,0%	49 230 737	42 693 331	56 985 723	51 166 582	46 778 997	52 692 858
15,0%						
20,0%*	15 842 837*	749 975				
MOYENNE PONDREE	12,4%*	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	9,7%
B	95 259 388	95 259 388	101 448 404	115 445 533	108 746 703	130 460 618
0,0%	25 589 969	26 378 813	27 768 222	29 471 544	30 378 025	44 563 256
2,5%	160 860					
3,5%	2 244 941	1 709 626	1 734 510	1 787 823	2 628 933	
4,00%		163 868	162 133	188 041	192 570	182 542
7,5%	51 005					
9,0%		171 692	443 657	423 619	519 512	4 294 517
10,0%		1 678	101	26 815	69 106	33 978
14,0%				61 761	36 849	928 200
15,0%	2 796 773				194 800	1 506 026
15,5%		68 401	41 017	98 169	39 789	57 447
16,0%	20 841 430					
16,5%	478 429	22 534 875	21 303 255	28 257 611	27 632 678	24 099 559
17,5%	5 182 904	7 300 649	5 821 855	4 715 267	5 156 240	7 776 059
18,0%		135 338	103 075	106 836	115 639	
18,5%	12 866 231	448 404	477 551	461 372	468 817	543 873
19,0%	186 514	24 697 165	29 300 007	36 077 858	28 668 777	33 402 379
19,5%		533 598	465 155	547 619	413 954	98 875
20,0%	22 158 440	12 770 117	13 827 866	13 221 198	12 231 014	12 973 907

LISTES ET DIFFÉRENTIELS PRATIQUES	VENTES INTERNES 2015	VENTES INTERNES 2016	VENTES INTERNES 2017	VENTES INTERNES 2018	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
21,5%*	564 186*					
30,0%*	2 137 706*					
MOYENNE PONDÉREE Avec eau d'adduction	13,1%	13,2%	13,0%	13,3%	12,6%	11,6%
MOYENNE PONDÉREE Sans eau d'adduction	17,6%	17,7%	17,8%	17,8%	17,5%	17,6%
C	29 830 220	30 685 684	27 009 109	22 444 526	23 689 041	31 847 871
0,0%	47 543	42 704	52 425	58 568	62 426	
11,0%	28 760					
11,5%		4 798				
14,0%						64 470
15,0%						
16,5%		1 951 751	641 137	2 203 005		
19,0%			756 908			3 009 636
20,0%	1 496 099	2 091 214	2 226 325	2 212 165	1 727 640	2 371 843
21,5%	568 869	2 498 428	1 603 712	1954665	1 891 731	1 040 948
23,5%		6 085 477	5 108 203	5 937 296	2 714 030	268 607
24,0%		456 347	490 317	494 545	664 900	3 137 485
26,0%			380 422	427 561	491 127	358 667
27,5%	2 204 982					
29,0%	515 285	136 105	126 299	105 820	120 630	192 276
30,0%	24 968 682	17 418 860	18 204 168	14 027 776	16 016 557	21 403 939
MOYENNE PONDÉREE	29,1%	26,3%	26,9%	25,9%	27,5%	27,2%

*Correspond à des codes qui sont passés de la liste C ou B à la liste B ou A (industries extractives) dans la Décision UE 2014. Le nouveau différentiel autorisé (10%) est appliqué à partir de fin 2015

❖ L'examen de l'application des différentiels aux ventes internes indique que :

- Pour les produits de liste A, le différentiel moyen pondéré pratiqué (9,7%) n'est plus maximisé par rapport à celui autorisé en 2020. Cette situation est due :
 - à l'augmentation des ventes internes pour lesquelles un écart de 9% est pratiqué. Il s'agit essentiellement du code 25232900 Ciment portland normal ou modéré (à l'excl. des ciments portland blancs, même colorés artificiellement),
 - à la mise en place d'un différentiel pour ce code en 2020 ; celui-ci ayant été introduit dans les listes européennes en 2019.
- Pour les produits de liste B, le différentiel pratiqué de 11,6% est inférieur de 8,4 points à celui autorisé. Il ne cesse de diminuer depuis 2015. Ce constat relève toutefois de l'augmentation des valeurs produites bénéficiant des écarts les moins importants, notamment le différentiel nul appliqué à l'adduction d'eau. **Ainsi si l'on exclue ce produit du calcul, le taux moyen pondéré appliqué aux codes de liste B s'élève à 17,6% en 2020.**
- Pour les produits de liste C, le différentiel pratiqué est beaucoup mieux valorisé (27,2%, soit 2,8 points de moins que l'écart autorisé). Ce niveau d'écart tient, en particulier, à l'augmentation des ventes internes de produits qui relèvent du SH2 44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois et qui bénéficient du maximum de différentiel.

PAR SECTION DE LA NAF

Différentiels pratiqués sur les ventes internes (par secteur et en valeur des produits)

SECTION NAF	INTITULE SECTION NAF	DIFERENTIEL MOYEN PONDERE 2015	DIFERENTIEL MOYEN PONDERE 2016	DIFERENTIEL MOYEN PONDERE 2017	DIFERENTIEL MOYEN PONDERE 2018	DIFERENTIEL MOYEN PONDERE 2019	DIFERENTIEL MOYEN PONDERE 2020
A	Agriculture, sylviculture et pêche	27,3%	25,1%	25,5%	24,8%	24,5%	28,3%
B	Industries extractives	20,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%
C1	Industries agro-alimentaires	19,2%	18,3%	18,4%	18,3%	17,1%	17,1%
C2	Industries manufacturières	16,6%	17,7%	17,2%	17,0%	16,8%	15,8%
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Du point de vue sectoriel, ce sont **les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche** qui sont globalement les mieux compensés des surcoûts subis, avec un différentiel moyen pondéré de 28,3% en 2020, niveau record depuis 2015. Comme l'indique le tableau ci-dessous, la hausse de ce taux est liée à l'augmentation des ventes internes pour lesquelles l'écart pratiqué s'élève à 30%. Il s'agit des grumes relevant du code 44034985 : Bois de Abura [...].

Evolution du différentiel pratiqué pour le secteur primaire

SECTION NAF	DIFFERENTIEL PRATIQUE 2020	DIFFERENTIEL PRATIQUE 2019	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0%	0,0%	293 873	220 269
	9,0%	9,0%	591 894	315 219
	10,0%	10,0%	69 106	33 978
	29,0%	0,0%		85 334
	30,0%	30,0%	3 172 019	7 351 113
Total Agriculture, sylviculture et pêche			4 126 892	8 005 913

- ❖ On observe que **les produits issus des industries extractives** se voient appliquer un différentiel inférieur de 10 points à partir de 2016. Cette évolution est liée à la prise en compte du déclassement de ces produits en liste A, déclassement intégré à partir d'octobre 2015 dans le Tarif Général. Le différentiel reste stable en 2020.
- ❖ **Les industries agro-alimentaires** sont relativement bien compensées pour atteindre un écart moyen pondérée de 17,1% en 2020. Ce taux s'inscrit toutefois en baisse par rapport à 2015.

Evolution du différentiel pratiqué pour l'industrie agro-alimentaire

SECTION NAF	DIFFERENTIEL PRATIQUE 2020	DIFFERENTIEL PRATIQUE 2019	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
Industries agro-alimentaires	4,0%	4,0%	192 570	182 542
	9,0%	3,5%	2 628 933	3 470 872
		9,0%	2 280	148 324
		14,0%	36 849	
		16,5%	1 083 268	928 200
		19,0%	126	
		15,0%	194 800	163 049
		17,5%	1 274 644	1 342 977
	16,5%	16,5%	309 659	262 353
	17,5%	17,5%	3 768 819	6 475 581

SECTION NAF	DIFFÉRENTIEL PRATIQUE 2020	DIFFÉRENTIEL PRATIQUE 2019	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
	18,5%	18,0%	115 639	135 178
		18,5%	468 817	408 695
		19,0%	14 104 344	12 880 050
	19,0%	20,0%	2 030 624	1 866 062
		21,5%	175 390	169 994
	20,0%	20,0%	10 669 487	14 228 367
	22,5%	21,5%	324 052	268 607
	23,5%	24,0%	664 900	693 965
	26,0%	26,0%	491 127	358 667
	29,0%	29,0%	120 630	106 942
Total Industries agro-alimentaires			38 656 958	44 090 425

- ❖ Les industries manufacturières connaissent une diminution de 1 point du différentiel moyen pondéré en 2020. Toutefois, comme l'indique le tableau ci-avant, la pratique de différentiel s'est plutôt affirmée pour ce secteur. **L'évolution tient essentiellement à la diminution des montants de ventes internes pour les produits bénéficiant d'un différentiel important (19,5%, 20%, 23,5%).**

Evolution du différentiel pratiqué pour l'industrie manufacturière

SECTION NAF	DIFFÉRENTIEL PRATIQUE 2020	DIFFÉRENTIEL PRATIQUE 2019	VENTES INTERNES 2019	VENTES INTERNES 2020
		0,0%	15 676 999	17 364 544
	9,0%	9,0%	759 739	806 356
		9,5%	12 015	
		10,0%	90 182	27 006
	10,0%	10,0%	32 276 974	33 626 103
	14,0%	0,0%	62 426	64 470
	15,5%	15,5%	39 789	57 447
	16,5%	0,0%	16 178	60 131
		16,5%	24 305 000	23 777 075
Industries manufacturières	17,5%	16,5%	221 352	263 256
		17,5%		1 037 222
	19,0%	16,5%	1 713 399	4 687 752
		19,0%	14 564 307	16 808 157
	19,5%	19,5%	413 954	98 875
	20,0%	17,5%	112 777	128 196
		20,0%	1 215 118	989 187
	21,5%	21,5%	1 392 289	1 040 948
	23,5%	23,5%	2 714 030	2 443 520
	30,0%	20,0%	43 425	4 213
		30,0%	12 844 538	14 048 613
Total Industries manufacturières			108 474 491	117 333 071

↳ La politique de différentiel pratiquée par la CTG, c'est-à-dire le niveau de différentiel effectivement pratiqué, s'est renforcée en 2020, même si elle reste relativement modérée au regard des surcoûts subis par les entreprises de production. C'est essentiellement l'évolution des ventes internes qui explique la légère diminution des différentiels moyens pondérés observée pour certains secteurs.

C2- Evaluation et évolution de la dépense fiscale pour les collectivités

⇒ Sources :

- Administration régionale des douanes
- Traitements internes (Action Publique Conseil)

C2.1- EXONERATION D'OCTROI DE MER EXTERNE

Limites statistiques :

A partir de 2015, l'administration des douanes a fait évoluer le cadre de restitution des données (format et contenu). Cette évolution empêche de traduire les évolutions dans le temps de ces exonérations selon la typologie des exonérations facultatives prévue à l'article 6 de la loi de 2004.

On note que pour l'année 2017 seule la dépense fiscale est renseignée, sans que ne soit précisé le montant des importations.

Enfin, les statistiques fournies ne permettent plus d'identifier les exonérations sur les biens d'équipement, qui ne sont en réalité, rappelons-le, qu'une avance de trésorerie consentie puisque l'OME est récupérable et remboursable pour ce type de bien.

Principe

La mise en œuvre du dispositif d'octroi de mer en Guyane repose sur le principe d'une taxation de :

- ❖ **Toute activité de production locale** sous réserve de la réalisation d'un chiffre d'affaires de 300 000 €. En deçà de ce seuil les entreprises sont considérées comme non assujetties.
- ❖ **Toute importation de biens** sous réserve⁷ :
 - De biens destinés à une personne exerçant une activité économique, au sens de l'article 256 A du code général des impôts, sur la base d'une liste prédéfinie de matières premières et d'équipement par secteur d'activités. Cette liste pouvant évoluer au gré des demandes formulées par les entreprises en fonction de leur process et de la nature de la production,
 - De biens destinés à des établissements ou à des personnes morales exerçant des activités scientifiques, de recherche ou d'enseignement,
 - De biens destinés à l'accomplissement des missions régaliennes de l'Etat,
 - De biens destinés aux établissements et centres de santé, ainsi qu'aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics ou privés,
 - De biens réimportés, dans l'état où ils ont été exportés, par la personne qui les a exportés et qui bénéficient de la franchise des droits de douane ou en bénéficiaient s'ils étaient soumis à des droits de douane,
 - De biens destinés à des organismes mentionnés au b du 1 de l'article 200 du code général des impôts.

Les exonérations sont décidées par la Collectivité Territoriale et donnent lieu à Délibération.

Les formalités administratives de contrôle et de mise en œuvre sont entièrement gérées par l'administration des douanes.

⁷ Conformément à l'article 6 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, modifié par l'article 7 de la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015

Quantification

- ❖ **15,8 millions d'euros qui ont été consentis en exonération de droit d'octroi de mer à l'importation en 2020.** On observe que le montant de cette dépense fiscale diminue de près de 10% après avoir fortement augmenté entre 2016 et 2019 : +42,4%.
- ❖ Le taux d'exonération diminue également (-1,1 point), comme l'assiette (**montants importés**) qui baisse de **3,5%** entre 2019 et 2020.

2015	MONTANT IMPORTE MONTANT EXONERE TAUX D'EXONERATION	109 740 042 14 754 041 13,4%
2016	MONTANT IMPORTE MONTANT EXONERE TAUX D'EXONERATION	96 653 134 12 357 818 12,8%
2017	MONTANT IMPORTE MONTANT EXONERE TAUX D'EXONERATION	NC 12 429 136 NC
2018	MONTANT IMPORTE MONTANT EXONERE TAUX D'EXONERATION	132 467 064 17 499 782 13,2%
2019	MONTANT IMPORTE MONTANT EXONERE TAUX D'EXONERATION	131 016 247 17 591 579 13,4%
2020	MONTANT IMPORTE MONTANT EXONERE TAUX D'EXONERATION	126 480 995 15 855 191 12,5%
EVOL DEPENSE FISCALE 2020/2019		-9,9%

Source : douanes

↳ *La diminution de la dépense fiscale relative aux exonérations de l'importation paraît peu crédible compte tenu de la situation sanitaire exceptionnelle.*

En effet, la CTG ayant procédé par modification du tarif et non par exonération, pour les codes de nomenclature liés au COVID, la donnée restituée ne permet pas d'estimer l'impact de la pandémie sur la dépense fiscale.

Quantification par secteur

SECTION NAF	INTITULE SECTION NAF	2018		2019		2020		EVOL19/18		EVOL 20/19	
		VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE								
A	Agriculture, sylviculture et pêche	9 554 360	1 115 230	8 341 059	980 552	15 333 522	1 856 070	-12,7%	-12,1%	84%	89%
B	Industries extractives	10 460 718	1 542 714	5 196 940	753 676	8 836 437	1 355 984	-50,3%	-51,1%	70%	80%
C	Industrie manufacturière	52 257 390	7 276 833	46 328 783	6 532 748	52 091 758	6 777 933	-11,3%	-10,2%	12%	4%
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	7 797 993	1 157 560	27 742 573	4 111 717	10 198 016	1 690 532	255,8%	255,2%	-63%	-59%
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	2 354 220	303 324	2 803 671	346 723	3 483 314	579 243	19,1%	14,3%	24%	67%
F	Construction	24 085 015	3 158 430	20 677 408	2 607 460	18 512 941	2 031 166	-14,1%	-17,4%	-10%	-22%
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	547 012	73 746	822 048	112 397	1 720 016	200 193	50,3%	52,4%	109%	78%
H	Transports et entreposage	17 160 165	1 765 832	15 067 164	1 660 292	13 009 343	1 028 744	-12,2%	-6,0%	-14%	-38%
I	Hébergement et restauration	170 069	24 975	205 043	29 898	79 727	12 827	20,6%	19,7%	-61%	-57%
J	Information et communication	86 058	12 909	27 455	4 098	336 332	44 666	-68,1%	-68,3%	1125%	990%
K	Activités financières et d'assurance	1 289	193					-100,0%	-100,0%		
L	Activités immobilières	2 030 984	305 613	1 030 052	154 429	169 706	22 275	-49,3%	-49,5%	-84%	-86%
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	512 611	76 991	222 315	33 347	332 396	46 793	-56,6%	-56,7%	50%	40%
N	Activités de services administratifs et de soutien	5 070 432	628 252	2 468 552	251 764	1 993 141	166 366	-51,3%	-59,9%	-19%	-34%
O	Administration publique	9 073	1 148			26 778	2 881	-100,0%	-100,0%	+100%	+100%
P	Enseignement	14 533	2 179			182 534	12 777	-100,0%	-100,0%	+100%	+100%
Q	Santé humaine et action sociale	18 866	2 830	2 292	344	6 615	992	-87,9%	-87,9%	189%	189%
R	Arts, spectacles et activités récréatives	57 435	9 112	6 166	925	143	24	-89,3%	-89,8%	-98%	-97%
S	Autres activités de services	247 362	37 170	74 726	11 210	78 985	12 382	-69,8%	-69,8%	6%	10%
U	Activités extraterritoriales					18 374	1 286			+100%	+100%
nd	Non déterminé	31 479	4 741			70 917	12 056	-100,0%	-100,0%	+100%	+100%
Total		132 467 064	17 499 782	131 016 247	17 591 579	126 480 995	15 855 191	-1,1%	0,5%	-3%	-10%

❖ Les exonérations accordées par la CTG profitent essentiellement aux secteurs de production (sections A, B, C, D et E de la NAF). Ces secteurs représentent :

- 65% de la dépense fiscale en 2018,
 - 72% en 2019,
 - Et 77% en 2020.
- ❖ Viennent ensuite :
- La section F de la NF (construction) : respectivement 18%, 15% et 13% de la dépense fiscale au cours des trois années observées,
 - Et la Section H (Transport et entreposage) : 13%, 9% et 6%.

Quantification par produit

Dépense fiscale par famille de produits exonérés à l'importation (SH2 de la nomenclature douanière)

LIBELLE SH2	2018		2019		2020		EVOL 2019/2018		EVOL 2020/2019	
	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE								
01 Animaux vivants	325 399	16 876	343 470	20 281	398 579	21 872	5,6%	20,2%	16%	8%
04 Lait et produits de laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	223 669	28 053	116 460	14 558	163 576	19 542	-47,9%	-48,1%	40%	34%
05 Autres produits d'origine animale	14 823	2 223	18 034	2 705	21 538	1 980	21,7%	21,7%	19%	-27%
06 Plantes vivantes et produits de la floriculture	75 893	3 838	32 994	1 730	31 514	675	-56,5%	-54,9%	-4%	-61%
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	91	14	227	34	1 837	220	149,5%	149,5%	709%	547%
08 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	13 812	2 072	12 082	1 812	2 900	348	-12,5%	-12,5%	-76%	-81%
09 Café, thé, maté et épices	28 254	4 238	16 445	2 467	8 037	981	-41,8%	-41,8%	-51%	-60%
10 Céréales	1 304 136	195 619	1 821 744	273 262	2 044 506	249 345	39,7%	39,7%	12%	-9%
11 Produits de la minoterie; malt; amidons et féculles; insulines; gluten de froment	41 568	6 235	23 934	3 590	41 378	5 178	-42,4%	-42,4%	73%	44%
12 Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages	110 456	16 568	47 862	7 179	70 932	8 719	-56,7%	-56,7%	48%	21%
13 Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux	15 536	2 330	28 856	4 328	19 371	2 325	85,7%	85,7%	-33%	-46%
14 Matières à tresser et autres produits d'origine végétale	7 174	1 076					-100,0%	-100,0%		
15 Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leurs dissociations; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale	211 579	31 737	163 127	23 928	150 746	18 676	-22,9%	-24,6%	-8%	-22%
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	1 414	212	12 171	2 109	7 204	1 131	760,7%	894,1%	-41%	-46%
17 Produits de l'industrie sucrière	331 001	27 520	257 104	20 588	310 237	37 858	-22,3%	-25,2%	21%	84%
18 Cacao et ses préparations	34 048	5 107	29 586	4 438	33 795	5 478	-13,1%	-13,1%	14%	23%

LIBELLE SH2	2018		2019		2020		EVOL 2019/2018		EVOL 2020/2019	
	VALEURS IMPORTÉES	DÉPENSE FISCALE								
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	47 589	7 321	35 848	5 388	19 614	2 982	-24,7%	-26,4%	-45%	-45%
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	834 234	114 563	619 031	99 760	810 141	125 564	-25,8%	-12,9%	31%	26%
21 Préparations alimentaires diverses	119 167	18 005	156 952	23 625	177 073	22 834	31,7%	31,2%	13%	-3%
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	1 196	150	1 352	169	1 141	137	13,0%	13,0%	-16%	-19%
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	70 962	5 243	240 053	36 031	2 547 895	84 226	238,3%	587,2%	961%	134%
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	360 729	53 317	337 771	48 959	294 339	35 067	-6,4%	-8,2%	-13%	-28%
26 Minéraux, scories et cendres	19 076	2 861	13 727	2 059	22 621	2 715	-28,0%	-28,0%	65%	32%
27 Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	1 174 041	54 906	881 349	41 342	237 961	6 446	-24,9%	-24,7%	-73%	-84%
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	692 548	103 882	603 264	90 490	735 813	124 002	-12,9%	-12,9%	22%	37%
29 Produits chimiques organiques	56 509	8 476	20 011	3 002	54 219	9 100	-64,6%	-64,6%	171%	203%
30 Produits pharmaceutiques	4 735	35	9 278	139	7 365	147	95,9%	293,0%	-21%	6%
31 Engrais	334 295	50 144	471 661	70 749	444 237	75 520	41,1%	41,1%	-6%	7%
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	1 025 246	144 829	1 085 350	153 578	1 642 540	191 425	5,9%	6,0%	51%	25%
33 Huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	130 560	29 374	83 576	18 805	124 311	21 740	-36,0%	-36,0%	49%	16%
34 Savons; agents de surface organiques; préparations pour lessives; cires; bougies; produits d'entretien; pâtes à modeler; cires pour l'art dentaire	193 717	29 058	280 182	42 027	75 574	10 324	44,6%	44,6%	-73%	-75%
35 Matières abluminoïdes; produits à base d'amidons ou de féculles modifiés; colles; enzymes	49 122	7 368	67 680	10 152	89 006	10 546	37,8%	37,8%	32%	4%
37 Produits photographiques ou cinématographiques	63 195	9 479	17 449	2 408	26 839	3 417	-72,4%	-74,6%	54%	42%
38 Produits divers des industries chimiques	306 502	25 634	240 002	23 551	507 037	27 217	-21,7%	-8,1%	111%	16%
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3 645 220	513 426	2 739 078	383 273	3 646 454	529 884	-24,9%	-25,3%	33%	38%
40 Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	354 427	51 970	272 124	39 834	407 346	67 468	-23,2%	-23,4%	50%	69%
42 Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	32 915	4 937	29 471	4 421	35 389	4 320	-10,5%	-10,5%	20%	-2%
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	799 640	259 305	981 190	317 833	1 031 095	256 755	22,7%	22,6%	5%	-19%
46 Ouvrages de sparterie ou de vannerie	1 074	161					-100,0%	-100,0%		
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	2 769 372	411 112	2 375 534	339 960	2 432 297	392 657	-14,2%	-17,3%	2%	16%

LIBELLE SH2	2018		2019		2020		EVOL 2019/2018		EVOL 2020/2019	
	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE								
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	16 186	2 428	10 699	1 605	5 174	759	-33,9%	-33,9%	-52%	-53%
51 Laines, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	2 808	421					-100,0%	-100,0%		
52 Coton	507		6 128	919	12 258	1 471	1108,7%		100%	60%
54 Filaments synthétiques ou artificiels; lames et formes similaires en matières textiles synthétiques ou artificielles	17 251	2 588	14 890	2 234	34 192	4 103	-13,7%	-13,7%	130%	84%
55 Fibres synthétiques ou artificielles discontinues	36 896	5 042	19 048	2 857	31 671	3 801	-48,4%	-43,3%	66%	33%
56 Ouates, feutres et non-tissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie	57 348	8 602	204 193	30 629	149 635	18 127	256,1%	256,1%	-27%	-41%
57 Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles	928	139					-100,0%	-100,0%		
58 Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies	191	29	365	55	702	84	91,1%	91,1%	92%	54%
59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	22 210	3 332	10 754	1 600	14 551	1 730	-51,6%	-52,0%	35%	8%
60 Etoffes de bonneterie			313	47					-100%	-100%
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	628 193	94 229	576 536	86 480	360 744	50 893	-8,2%	-8,2%	-37%	-41%
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	82 584	12 388	31 847	4 777	22 951	3 226	-61,4%	-61,4%	-28%	-32%
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons	106 092	15 591	131 712	18 678	170 928	21 888	24,1%	19,8%	30%	17%
64 Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets	22 245	3 337	153	23	649	78	-99,3%	-99,3%	324%	239%
65 Coiffures et parties de coiffures	11 093	1 664	16 247	2 437	13 333	1 959	46,5%	46,5%	-18%	-20%
66 Parapluies, ombrelles, parasols, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties	34 602	5 190	5 506	826	2 402	288	-84,1%	-84,1%	-56%	-65%
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	729 770	110 745	489 619	74 815	760 527	87 360	-32,9%	-32,4%	55%	17%
69 Produits céramiques	24 907	2 505	17 287	1 533	5 904	682	-30,6%	-38,8%	-66%	-56%
70 Verre et ouvrages en verre	1 809 908	271 486	1 643 811	236 929	1 903 634	233 003	-9,2%	-12,7%	16%	-2%
71 Perles fines ou de culture, métaux précieux, bijouterie de fantaisie, monnaies	185	37			2 495	561	-100,0%	-100,0%		
72 Fonte, fer et acier	13 476 722	1 521 001	8 512 598	868 747	9 790 099	867 238	-36,8%	-42,9%	15%	0%
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	13 404 271	1 891 220	13 526 226	1 986 302	7 170 814	875 463	0,9%	5,0%	-47%	-56%
74 Cuivre et ouvrages en cuivre	2 398	360	4 519	678	22 733	3 077	88,4%	88,4%	403%	354%
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	8 690 248	1 306 926	6 637 373	992 665	7 709 283	1 080 166	-23,6%	-24,0%	16%	9%
78 Plomb et ouvrages en plomb	808	121			22 005	2 641	-100,0%	-100,0%		
79 Zinc et ouvrages en zinc	10 241	1 536	4 203	630	1 046	126	-59,0%	-59,0%	-75%	-80%
81 Autres métaux communs; cerments; ouvrages en ces matières	1 901	73					-100,0%	-100,0%		

LIBELLE SH2	2018		2019		2020		EVOL 2019/2018		EVOL 2020/2019	
	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE								
82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	391 443	58 716	433 414	65 012	285 648	34 160	10,7%	10,7%	-34%	-47%
83 Ouvrages divers en métaux communs	2 201 765	330 254	1 844 862	274 355	1 824 317	220 325	-16,2%	-16,9%	-1%	-20%
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	39 959 239	5 829 557	41 117 103	5 879 055	46 859 555	6 932 251	2,9%	0,8%	14%	18%
85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires	6 683 279	995 767	16 334 723	2 418 222	8 299 794	1 333 605	144,4%	142,9%	-49%	-45%
86 Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques de signalisation pour voies de communications	166 143	24 921	7 600	1 140	10 000	1 200	-95,4%	-95,4%	32%	5%
87 Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres; leurs parties et accessoires	24 526 347	2 228 397	20 962 450	1 899 352	20 372 774	1 430 254	-14,5%	-14,8%	-3%	-25%
88 Navigation aérienne ou spatiale	1 838 346	275 752	2 479 148	371 872	1 048 838	128 927	34,9%	34,9%	-58%	-65%
89 Navigation maritime ou fluviale	31 109	4 666	12 594	1 889	84	10	-59,5%	-59,5%	-99%	-99%
90 Instruments et appareils d'optique, de photographie ou cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; médico-chirurgicaux; parties et accessoires	1 106 642	162 673	1 096 976	164 532	718 602	111 655	-0,9%	1,1%	-34%	-32%
91 Horlogerie	1 128	169			1 632	269	-100,0%	-100,0%		
93 Armes, munitions et leurs parties et accessoires			973	316					-100%	-100%
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	490 563	70 295	358 544	57 135	143 882	20 585	-26,9%	-18,7%	-60%	-64%
95 Jouets, jeux, articles pour divertissement et pour sports; leurs parties et accessoires	5 519	828	2 106	316	11 018	1 873	-61,8%	-61,8%	423%	493%
96 Ouvrages divers	50 124	7 519	15 698	2 355	20 664	2 532	-68,7%	-68,7%	32%	8%
TOTAL	132 467 064	17 499 782	131 016 247	17 591 579	126 480 995	15 855 191	-1,1%	0,5%	-3%	-10%

- ❖ En termes de nomenclature douanière, 2 types de produits bénéficient d'une part dominante des exonérations :
 - Les produits relevant du SH2 84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils : 33% de la dépense fiscale en 2018 et 2019 et 44% en 2020,
 - Ceux du SH2 87 Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres; leurs parties et accessoires : 13% en 2018, 11% en 2019 et 9% en 2020,

- ❖ Les autres familles de produits dominants sont les suivantes :
 - 84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils,
 - 87 Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres; leurs parties et accessoires,
 - 85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires,
 - 76 Aluminium et ouvrages en aluminium,
 - 73 Ouvrages en fonte, fer ou acier,
 - 72 Fonte, fer et acier.

Leurs parts dans la dépense fiscale varient toutefois fortement d'une année à l'autre.

Dépense fiscale par produits de liste dont les importations ont été exonérées

CODE LISTE 2014	ANNEXE 214	CODE LISTE 2019	ANNEXE 219	2018		2019		2020	
				VALEURS IMPORTEES	DEPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTEES	DEPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTEES	DEPENSE FISCALE
010511	A	010511	A	161 788	12 134	187 466	14 060	278 294	19 313
040310	B	040310	B	2 150	376				
040690	B	040690	B	827	103	944	118		
0901	B	0901	B	13 651	2 048				
1601	B	1601	B			856	128	1 574	228
1602	B	1602	B	179	27	11 315	1 980	4 875	805
1702	C	1702	C	1 280	192	7 241	1 766	6 186	1 657
1905	B	1905	B	10 860	1 812	3 679	562	293	50
2007	C	2007	C					28 240	5 757
2009	C	2009	C	228 361	28 553	159 568	30 841	226 536	39 484
2103	B	2103	B	5 354	897	2 652	462	5 105	743
2105	B	2105	B	1 444	253	711	124		
3402	B	3402	B	186 137	27 921	263 409	39 511	67 242	9 468
3919	A	3919	A	400 804	30 060	374 756	28 107	472 201	33 103
3923	B	3923	B	799 881	126 008	567 775	89 946	740 816	124 874
3925	B	3925	B	838 142	119 179	557 219	79 052	665 314	93 615

CODE LISTE 2014	ANNEXE 214	CODE LISTE 2019	ANNEXE 219	2018		2019		2020	
				VALEURS IMPORTÉES	DÉPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTÉES	DÉPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTÉES	DÉPENSE FISCALE
4817	B	4817	B	1 219	183	3 062	459	4 994	731
4818	B	4818	B	6	1			627	107
4911	B	4911	B	16 186	2 428	8 294	1 244	5 174	759
6109	B	6109	B	481 578	72 237	392 218	58 833	279 773	40 946
6205	B	6205	B	32 283	4 842	10 412	1 562	12 366	1 807
6206	B	6206	B	9 637	1 446	9 967	1 495	3 956	575
6815	B	6815	B	337	47	370	52		
7009	B	7009	B	9 619	1 443	23 901	3 585	13 024	2 214
7210	B	7210	B	6 511 487	511 805	5 252 291	404 304	6 068 878	442 641
7215	A	7215	A	10 410	833	3 712	297		
7216	B	7216	B	180 109	13 508	113 050	8 479	403 443	27 955
7306	B	7306	B	144 156	21 623	45 187	6 778	154 431	22 393
7309	B	7309	B	1 414 243	212 136	231 350	34 703	221 597	27 721
7310	B	7310	B	48 783	7 317	47 683	7 152	26 418	3 834
7314	B	7314	B	41 196	6 179	16 099	2 415	246 419	31 042
7411	B	7411	B					14 344	2 060
7412	B	7412	B			4 519	678	412	60
7604	B	7604	B	4 379 593	656 939	3 229 418	484 413	3 895 953	561 352
7606	A	7606	A	923 555	73 884	837 042	66 963	922 232	64 076
7607	B	7607	B	99 195	14 879	22 901	3 435	9 263	1 340
7907	B	7907	B	10 241	1 536	4 203	630	1 046	126
8211	B	8211	B	35 223	5 283	32 972	4 946	48 182	5 957
100620	A	100620	A	21	2				
160414	B	160414	B	1 235	185				
160553	B	160553	B					755	98
200899	B	200899	B	274 658	36 328	247 156	37 073	270 782	32 494
230990	B	230990	B	12 375	711	168 638	25 319	624 026	40 468
250510	A	250510	A	10 559	792	11 329	850	5 770	431
320890	B	320890	B	149 376	22 406	201 177	30 177	187 751	31 440
320910	B	320910	B	148 614	26 007	130 394	22 819	261 710	43 216
382450	A	382450	A	220 892	16 567	123 541	9 266	87 972	2 405
392043	A	392043	A	3 759	301	919	74	74	5
392051	A	392051	A	15 133	1 211	670	54	14 008	981

CODE LISTE 2014	ANNEXE 214	CODE LISTE 2019	ANNEXE 219	2018		2019		2020	
				VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE
392690	B	392690	B	249 214	42 366	166 394	28 287	274 283	40 917
481940	B	481940	B	90 133	13 520	158 872	23 831	120 909	20 525
481950	B	481950	B	46 069	6 910	38 048	5 707	17 720	2 964
481960	B	481960	B			1 161	174	8 516	1 448
482010	B	482010	B	12 372	1 856	11 947	1 792	10 528	1 764
482110	B	482110	B	89 595	13 439	56 194	8 429	147 319	25 027
482369	B	482369	B	37	6	610	92		
		61103091	B	423	63			119	18
		61112090	B	1 587	238	1 461	219	631	91
		62011900	B	57	9	1 037	156	40	6
		62044200	B	1 598	240	3 678	552	1 945	282
		63029100	B	2 721	408	9 901	1 485	2 819	409
		65050030	B	10 833	1 625	9 407	1 411	10 653	1 587
630612	B	630612	B	6 475	971	19 330	2 900	9 412	1 583
630619	B	630619	B	10 769	1 615	5 663	849	4 252	723
680223	B	680223	B	24 125	3 619	309	46	6 468	938
680229	B	680229	B			4 060	609		
680293	B	680293	B	7 465	1 120	6 075	911	6 395	927
680299	B	680299	B			5 620	843	1 352	188
681011	A	681011	A					26 250	1 838
681019	B	681019	B	128 255	20 521	137 607	22 017	156 487	24 446
		691200	B	7 310	1 097	2 900	435	3 308	480
721420	B	721420	B	284 700	21 353	211 524	15 864	148 534	10 971
721499	B	721499	B			22 875	3 431	3 993	579
730810	B	730810	B			482 104	72 316	37 411	5 255
730830	B	730830	B	310 510	46 577	563 693	84 554	382 356	52 147
730890	B	730890	B	7 742 458	1 161 369	9 017 132	1 352 570	3 790 560	503 043
761010	B	761010	B	237 843	41 623	334 324	58 507	519 206	83 633
761090	B	761090	B	2 488 397	435 469	1 915 564	335 224	1 661 527	276 914
761691	B	761691	B			3 014	452	574	83
761699	B	761699	B	333 722	50 058	176 689	26 503	520 525	72 464
853710	B	853710	B	1 569 861	235 372	1 812 645	271 897	1 240 015	201 644
940540	B	940540	B	46 352	6 953	8 491	1 274	3 140	534

CODE LISTE 2014	ANNEXE 214	CODE LISTE 2019	ANNEXE 219	2018		2019		2020	
				VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE	VALEURS IMPORTÉES	DEPENSE FISCALE
940560	A	940560	A	24 851	2 112	2 356	200	72	6
21069098	B	21069098	B	43 427	6 514	64 798	9 720	75 076	11 009
44092999	C	44092999	C	615	200				
48239085	B	48239085	B	22 238	3 336	14 640	2 196	2 594	441
63079098	B	63079098	B	14 926	2 239	12 541	1 881	15 207	2 212
70060090	B	70060090	B	199 379	29 907	253 552	38 033	149 016	24 257
73269098	B	73269098	B	359 296	53 894	461 592	69 239	406 387	53 406
76129080	B	76129080	B	1 548	232	990	149	3 083	447
	94035000	B		411	62				
	940360	B		3 870	581				
	94039030	B		197 237	34 516	220 588	38 603	24 932	3 950
94060038	C	94069038	C			10 644	1 597		
Total				32 407 215	4 304 612	29 540 096	3 989 663	26 075 670	3 147 481

- ❖ Enfin, on identifie des exonérations accordées à l'importation de produits de liste, c'est-à-dire des produits donnant lieu à production locale, tout au moins à l'échelle définie par l'UE. Car il est possible qu'au sein d'une famille de produits définis à l'échelle SH4 ou NC6, la Guyane ne produise pas l'ensemble des produits de niveau NC8.
- ❖ En 2020, ces exonérations sont concentrées sur trois codes de produits de liste en particulier :
 - 7604 Barres et profilés en aluminium, n.d.a. (liste B) : 561 352 € de dépense fiscale,
 - 730890 Constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades, par exemple), en fonte, fer ou acier (sauf constructions préfabriquées en fer ou en acier du n° 9406) ; tôles, barres, profilés, tubes et simil., en fonte, fer ou acier, préparés en vue de leur utilisation dans la construction (Liste B) : 503 043 €,
 - 7210 Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur ≥ 600 mm, plaqués ou revêtus, laminés à chaud ou à froid (Liste B) : 442 641 €. Notons que pour ce code l'abandon a été demandé en 2020 (lors de l'exercice de reconduction) à défaut de production existante significative.

C3.2- EXONERATION D'OCTROI DE MER INTERNE (APPLICATION DES DIFFÉRENTIELS)

Eléments de méthode

- ❖ Nous distinguons la **dépense fiscale potentielle totale de la dépense fiscale effective**. La première est calculée à partir de l'écart de différentiel maximum autorisé par la Décision européenne tandis que la **seconde tient compte du différentiel effectivement pratiqué**. Par construction, la dépense fiscale potentielle est donc toujours supérieure à la dépense fiscale effective, selon les modalités de calcul suivantes :

$$\text{Dépense fiscale potentielle} = \frac{\text{écart de taux autorisé} \times \text{ventes internes}}{100}$$

$$\text{Dépense fiscale effective} = \frac{(OM_I - OM_L) + (OMR_I - OMR_L)}{100} \times \text{ventes internes}$$

Où les écarts de taux autorisés, les taux d'octroi de mer et d'octroi de mer régional à l'importation (I) ou à la livraison (L) sont exprimés en points de pourcentage.

Pour le rapport annuel 2020, il a été introduit un troisième concept de **dépense fiscale potentielle lié aux surcoûts**. Il s'agit de mesurer ce qu'aurait été la dépense fiscale si le différentiel appliqué correspondait strictement au surcoût subi par les entreprises. Bien évidemment, ce calcul ne peut être effectué que dans la mesure où les surcoûts sont calculés chaque année de manière exhaustive, c'est-à-dire pour l'ensemble des produits de liste.

Pour le présent rapport, nous nous en tenons aux surcoûts évalués lors de la reconduction du dispositif de 2015. Le calcul est ainsi effectué :

$$\text{Dépense fiscale potentielle liée au surcoût} = \frac{\text{surcoût calculé en 2015} \times \text{ventes internes}}{100}$$

Notons que ce calcul conduit parfois à une dépense fiscale potentielle supérieure à celle calculée partant du maximum d'écart autorisé par l'Union (10, 20 et 30 points).

En effet, certains produits subissent des surcoûts très supérieurs à l'écart autorisé. C'est, par exemple, le cas de du code 25051000 (Sables siliceux et sables quartzzeux, même colorés) inscrit en liste A de l'Union, donc pouvant bénéficier d'un différentiel maximum de 10 points, et qui, pourtant, affiche un surcoût de 22,92%.

C'est pourquoi, dans le cas où la dépense fiscale potentielle basée sur les surcoûts est supérieure à celle autorisée par l'Union, nous retenons cette dernière.

- ❖ Pour effectuer ces calculs, le Consultant s'en tient strictement aux déclarations faites par les entreprises à l'administration régionale des douanes.
- ❖ La méthode retenue pour quantifier la dépense fiscale au plus juste consiste à **appliquer aux ventes internes des 5 années observées les tarifs vigueur au cours de chacune des années** ; c'est-à-dire conformément à la Décision européenne de 2004 (et ses modifications successives) pour les ventes 2015⁸, et à celle de la Décision européenne de 2014 pour les ventes de 2016 à 2019, puis en tenant compte de la décision modificative de 2019 pour l'année 2020.

Pour les années 2015 à 2019, les tableaux détaillés par famille de produits (niveau SH2 de la nomenclature douanière) figurent en annexe du présent rapport.

⁸Le tarif d'octroi de mer prenant en compte la Décision de 2014 n'a été appliqué que fin 2015 du fait de la publication tardive de la loi française (juin 2015) et de son décret d'application (fin août 2015).

Quantification

- ❖ **En 2020 :**
 - La dépense fiscale potentielle s'est élevée à **41,9 millions d'€**,
 - La dépense fiscale effective s'est élevée à **30,7 millions d'euros**, selon les calculs du bureau d'études. L'administration régionale des douanes ayant la même estimation.
- ❖ La dépense fiscale effective d'octroi de mer interne connaît des évolutions contrastées :

ANNEE	DEPENSE FISCALE EFFECTIVE	EVOLUTION DE LA DEPENSE FISCALE
2015	29 600 977	
2016	25 196 465	-14,9%
2017	26 895 346	6,7%
2018	27 609 246	2,7%
2019	25 008 603	-9,4%
2020	30 681 988	22,7%

► *La dépense fiscale effective, due à l'application du dispositif de différentiel, s'élève à 30,7 millions d'€. La progression est importante par rapport à l'année 2019 : +22,7%. Elle est toutefois cohérente avec la progression exceptionnelle des ventes internes de produits de liste (+29,2%).*

Evaluation de la dépense fiscale potentielle et effective sur les ventes internes en 2020 (calcul APC) – Par chapitre douanier

INTITULE SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2020 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2020 (APC)
01 Animaux vivants	4	0	0
02 Viandes et abats comestibles	112	379 895	288 868
03 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	231	1 527 549	1 438 688
04 Lait et produits de laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	50	1 552 746	1 552 746
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	5	31 522	28 370
08 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	21	0	0
09 Café, thé, maté et épices	6	0	0
10 Céréales	24	0	0
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	86	97 174	90 391
17 Produits de l'industrie sucrière	21	32 083	31 013
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	27	2 347 736	2 230 142
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	159	803 121	540 429
21 Préparations alimentaires diverses	11	185 213	172 066
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	33	10 920 908	1 652 586
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	12	0	0
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	6	3 643 130	3 469 484
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	1	0	0
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	6	191 210	190 208
34 Savons; agents de surface organiques; préparations pour lessives; cires; bougies; produits d'entretien; pâtes à modeler; cires pour l'art dentaire	9	0	0
38 Produits divers des industries chimiques	4	2 060 092	2 060 092
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	27	288 135	284 297
42 Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyau	1	0	0
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	36	7 303 250	7 279 660
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	24	347 908	305 532
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	9	386 904	386 904
59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	1	0	0
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	5	1 440	1 188
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	12	0	0
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons	4	16 079	15 058
65 Coiffures et parties de coiffures	1	9 919	8 183
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	15	1 302 518	1 302 518
69 Produits céramiques	12	15	12

INTITULE SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2020 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2020 (APC)
70 Verre et ouvrages en verre	4	65 127	61 871
72 Fonte, fer et acier	50	115 997	69 683
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	55	3 920 179	3 334 789
74 Cuivre et ouvrages en cuivre	8	0	0
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	32	3 361 825	3 193 734
79 Zinc et ouvrages en zinc	1	0	0
82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	6	0	0
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	1	154 624	151 514
85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires	5	0	0
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	29	854 593	541 963
TOTAL	1 166	41 900 893	30 681 988

Pour les années 2016 à 2019, le détail par famille de produits (niveau SH2) se trouve en annexe du présent document.

- ❖ La dépense fiscale effective se concentre à plus de 70% sur les six familles de produits suivantes :
 - 44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois : 7 279 660 €,
 - 25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment : 3 469 484 €,
 - 73 Ouvrages en fonte, fer ou acier : 3 334 789 €,
 - 76 Aluminium et ouvrages en aluminium : 3 193 734 €,
 - 19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries : 2 230 142 €,
 - 38 Produits divers des industries chimiques : 2 060 092 €.

- Du point de vue sectoriel, comme pour les années précédentes, **ce sont les industries manufacturières qui bénéficient le plus largement du dispositif de différentiel en termes de montant, avec plus de 60,4% de la dépense fiscale en 2020.**

Le secteur primaire bénéficie d'une évolution positive particulièrement marquée : +123,5% en 2020, après +8,2% entre 2016 et 2019.

Les autres secteurs pour lesquels la dépense fiscale a diminué entre 2016 et 2019, connaissent également une progression importante :

- La dépense fiscale en faveur des industries agroalimentaire qui représente 26,1% du total, progresse de 14,1%,
- Celle des industries extractives (6,2% du total) augmente de 32,3%.

Evaluation de la dépense fiscale effective sur les ventes internes en application des tarifs en vigueur chaque année observée (calculs APC) – Par secteur

SECTION NAF	DEPENSE FISCALE EFFECTIVE 2016	DEPENSE FISCALE EFFECTIVE 2017	DEPENSE FISCALE EFFECTIVE 2018	DEPENSE FISCALE EFFECTIVE 2019	DEPENSE FISCALE EFFECTIVE 2020
Agriculture, sylviculture et pêche	935 363	796 591	643 821	1 011 787	2 261 848
Industries agro-alimentaires	7 069 873	7 257 557	7 090 614	7 003 788	7 993 531
Industries extractives	1 561 197	2 171 104	1 786 611	1 441 184	1 906 676
Industries manufacturières	15 621 662	16 670 093	18 088 200	15 551 844	18 519 933
Total	25 188 095	26 895 346	27 609 246	25 008 603	30 681 988

C2.3- DÉPENSE FISCALE TOTALE

Années	Exonérations sur ventes internes	Exonérations sur importations	DÉPENSE FISCALE TOTALE
2015	29 600 601	14 754 041	44 354 642
2016	25 188 095	12 357 818	37 545 913
2017	26 895 346	12 429 136	39 324 482
2018	27 609 246	17 499 782	45 109 028
2019	25 008 603	17 591 579	42 600 182
2020	30 695 797	15 855 191	46 550 988

Source : Douanes

► *La dépense fiscale totale consentie par les collectivités de Guyane, en soutien à leur économie productive et aux secteurs clés (santé, recherche) augmente en 2020. Elle s'élève 46,5 millions d'€ (+9,3% par rapport à 2019). L'effort fiscal bénéficie principalement aux entreprises de production, les exonérations sur les ventes internes représentant 68,2% de la dépense fiscale totale en 2020.*

La stratégie fiscale de la CTG a été sensiblement optimisée. L'augmentation de la dépense fiscale paraît corrélée à celle de la production régionale ; cette dernière ayant exceptionnellement progressé compte tenu de la situation sanitaire. Dans le même temps, les exonérations à l'importation ont été contenues. Cela tend à démontrer une maîtrise particulièrement aboutie de l'outil fiscal.

C3- Recette d'octroi de mer et répartition

⇒ Sources : CTG

C3.1- MONTANTS COLLECTÉS

Principe

L'octroi de mer est collecté par l'administration des douanes. **Du montant d'octroi de mer brut** sont prélevés les frais d'assiette de 1,5% versés au trésor (FAP).

Le solde représente **un montant d'octroi de mer net**. Ce dernier qui est ensuite réparti entre les collectivités.

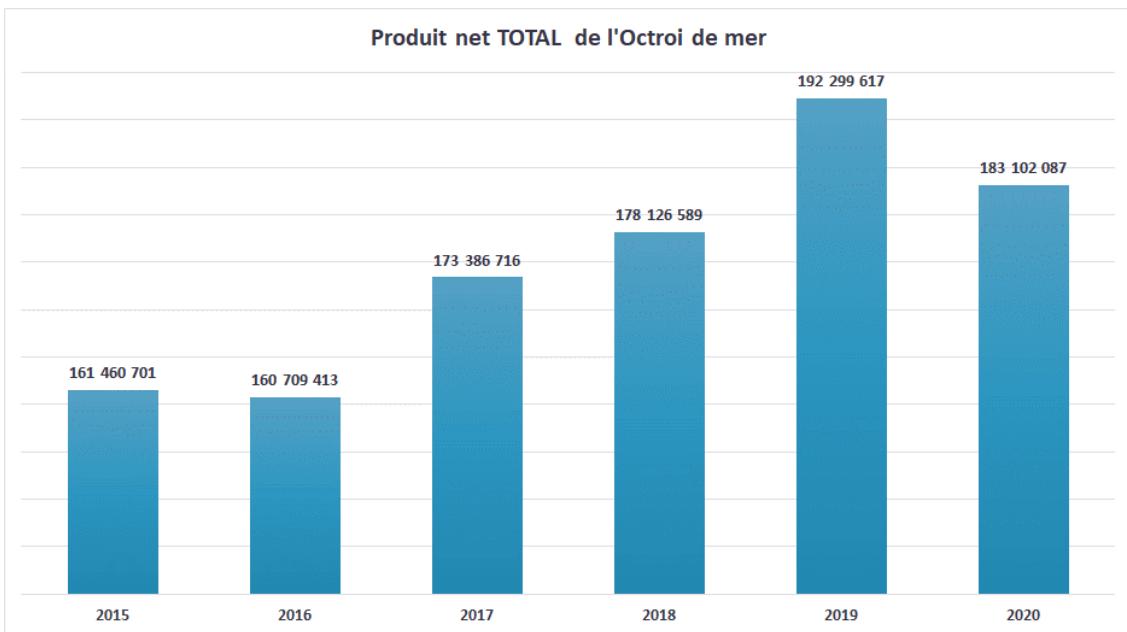
- ❖ Le produit de l'octroi de mer régional (OMR) alimente le budget de la Collectivité Territoriale de Guyane,
- ❖ Le produit de l'octroi de mer net (OM) est affecté à une dotation globale garantie (DGG) répartie entre les communes. S'il existe un solde, celui-ci est affecté à une dotation au fonds régional au développement de l'emploi (FRDE), lui-même affecté à une part communale (80%) et une part régionale (20%).

Selon l'article 47 de la loi 2004-639 du 2 juillet 2004 modifiée en 2015, chaque début d'année le Budget fixe l'indice d'augmentation de la dotation globale garantie par rapport à l'année précédente. Cet indice est égal à la somme du taux d'évolution de la moyenne annuelle du prix de la consommation hors tabac des ménages et du taux d'évolution du produit intérieur brut total en volume, tels qu'ils figurent dans les documents annexés au projet de loi de finances de l'année en cours.

La perception nette d'octroi de mer étant fonction du niveau des importations et de l'activité économique, elle peut être inférieure ou supérieure à la DGG théorique calculée sur les recettes de l'année précédente. Des ajustements sont alors effectués au cours des mois suivants ou en fin d'année. Dans le cas où, pour une année, le produit global de l'octroi de mer est inférieur au montant de la dotation globale garantie répartie l'année précédente augmentée de l'indice prévu, la dotation globale garantie de l'année en cours est réduite à due concurrence. Par dérogation, le montant de la dotation globale garantie de l'année suivante est alors égal au montant de la dotation de l'antépénultième année majorée des indices mentionnés correspondants à l'année précédente et à l'année en cours.

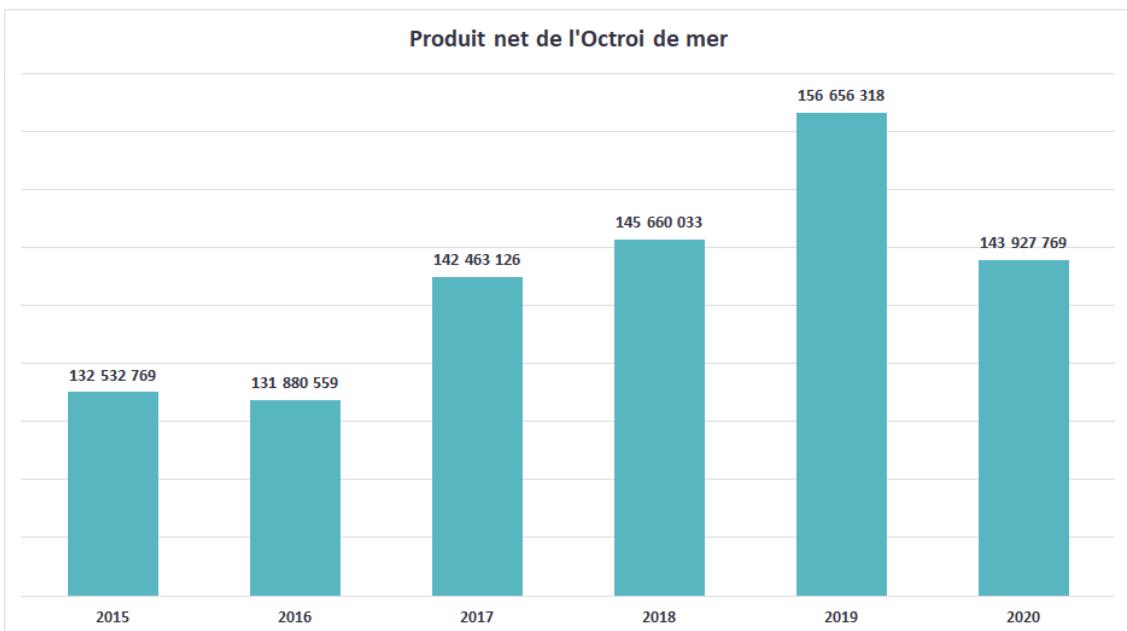
Montants nets collectés par année

La recette nette d'octroi de mer (OM et OMR) collectée s'élève à 183 102 087 € en 2020 en diminution de - 4,8% par rapport à 2019.

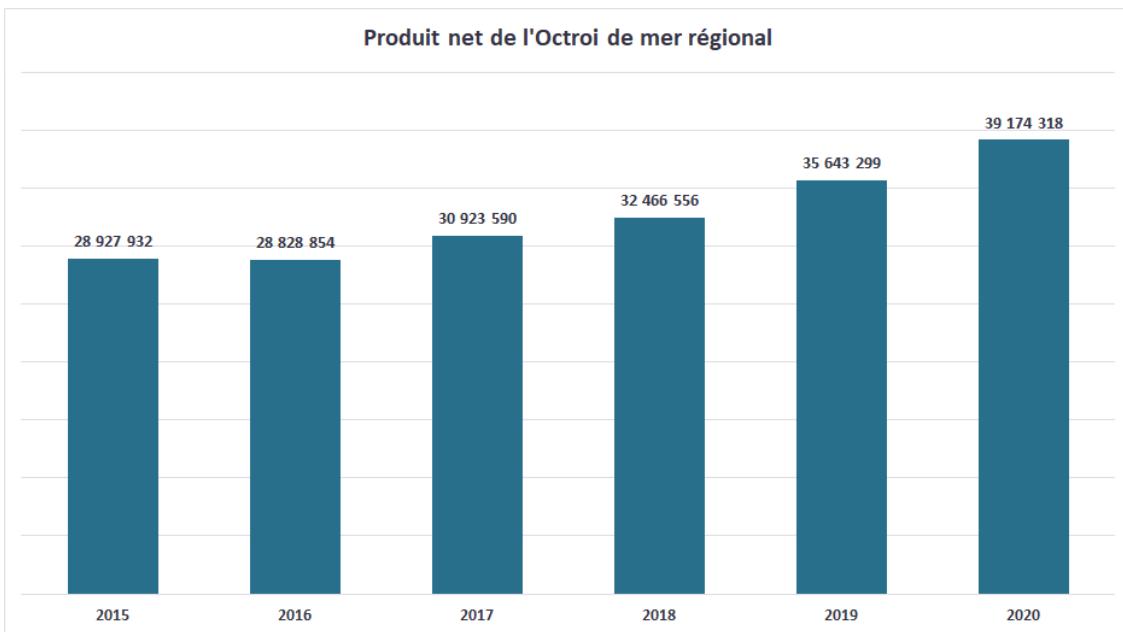


Montants collectés par type de taxe (OM et OMR)

La recette nette d'octroi de mer (OM) s'élève à 143 927 769 € en 2020 en diminution de 8,1% par rapport à 2019.



La recette nette d'octroi de mer régional (OMR) s'élève à 39 174 318 € en 2020, en progression de 9,9% par rapport à 2019.



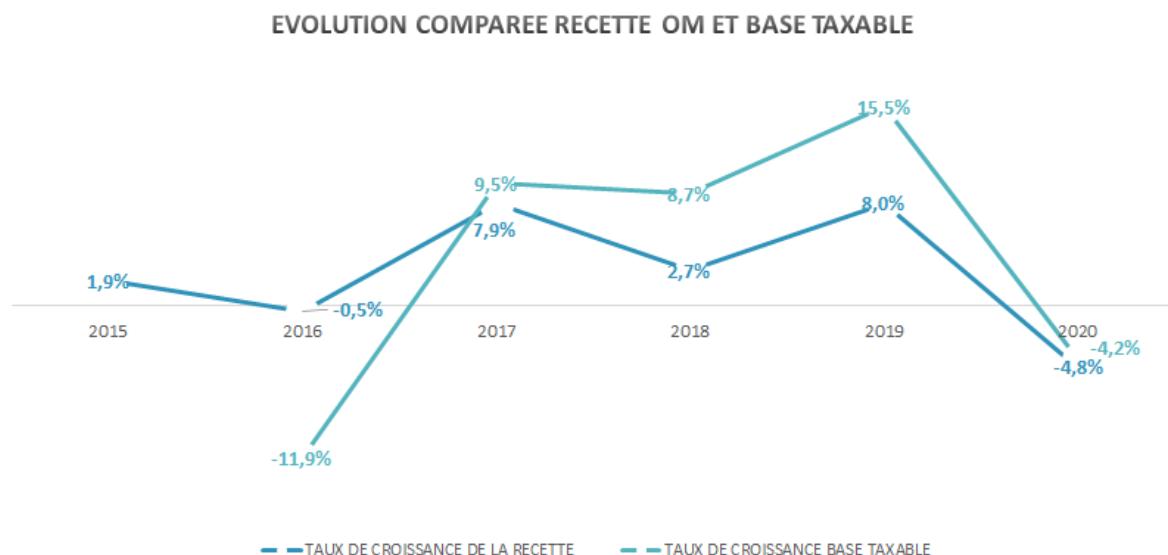
Evolution de la recette totale d'octroi de mer

Si l'on accepte de considérer qu'il n'existe pas de corrélation stricte entre les indicateurs macro-économiques et la recette d'octroi de mer, on devrait, à minima, observer une évolution cohérente entre cette recette et la **base taxable à l'octroi de mer ; base constituée par les ventes internes déclarées et les importations de biens.**

Le graphique ci-après propose une lecture comparée de l'évolution de ces deux indicateurs.

Jusqu'à 2019 aucune corrélation ne se dégageait, même si les tendances annuelles étaient similaires.

En 2020, pour la première fois depuis 2015, la corrélation se vérifie. Elle est essentiellement liée à la diminution des importations totales (-7,4%)



C3.2- MONTANTS REPARTIS

Répartition de la recette entre les collectivités

	DOTATION GLOBALE GARANTIE (DGG)	EVOLUTION ANNUELLE DGG	FOND REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (FRDE)	EVOLUTION ANNUELLE FRDE	OCTROI DE MER REGIONAL	EVOLUTION ANNUELLE OMR	TOTAL RECETTE PERCUE	EVOLUTION ANNUELLE RECETTE TOTALE
RECETTE DES COMMUNES DE GUYANE								
2015	77 846 572		22 148 972				99 995 544	
2016	80 467 736	3,4%	19 530 258	-11,8%			99 997 994	0,002%
2017	91 939 494	14,3%	26 018 906	33,2%			117 958 400	18,0%
2018	104 501 534	13,7%	25 726 800	-1,1%			130 228 333	10,4%
2019	112 907 860	8,0%	34 998 766	36,0%			147 906 626	13,6%
2020	115 956 373	2,7%	22 480 967	-35,8%			138 437 339	-6,4%
TOTAL 2015-2020	583 619 568		150 904 668				734 524 237	
RECETTES DEPARTEMENT + REGION (2015) PUIS CTG								
2015	27 000 000		5 537 225		28 927 932		61 465 157	
2016	27 000 000	0,0%	4 882 564	-11,8%	28 828 854	-0,3%	60 711 419	-1,2%
2017	18 000 000	-33,3%	6 504 726	33,2%	30 923 590	7,3%	55 428 316	-8,7%
2018	9 000 000	-50,0%	6 431 700	-1,1%	32 466 556	5,0%	47 898 256	-13,6%
2019	0	-100,0%	8 749 692	36,0%	35 643 299	9,8%	44 392 991	-7,3%
2020	0		5 620 242	-35,8%	39 174 318	9,9%	44 794 560	0,9%
TOTAL 2015-2020	81 000 000		37 726 149		167 036 617		269 896 139	

En 2020, les Communes de Guyane ont bénéficié de plus de 138,5 millions d'€ de recette d'octroi de mer. Elle diminue de 6,4%, le FRDE étant essentiellement impacté par cette baisse. Il s'agit d'un effet cumulé de la refonte du tarif d'OM qui a opéré une bascule d'un demi-point d'OM vers l'OMR. Cette bascule devant être partiellement compensée par des hausses de taux sur certains produit et la taxation partielle des importations exonérées pour les activités hors production.

Concernant les recettes affectées au Département et à la Région, puis la CTG, les montants sont moindres (27% de la recette totale en 2020). L'évolution est moins défavorable puisque la recette progresse de 0,9%. Cette progression de la recette s'explique par un effet taux qui est passé de 2,5% à 3%. Cet effet taux compense la baisse de l'assiette de taxation externe.

Répartition de la Dotation Globale garantie entre les communes

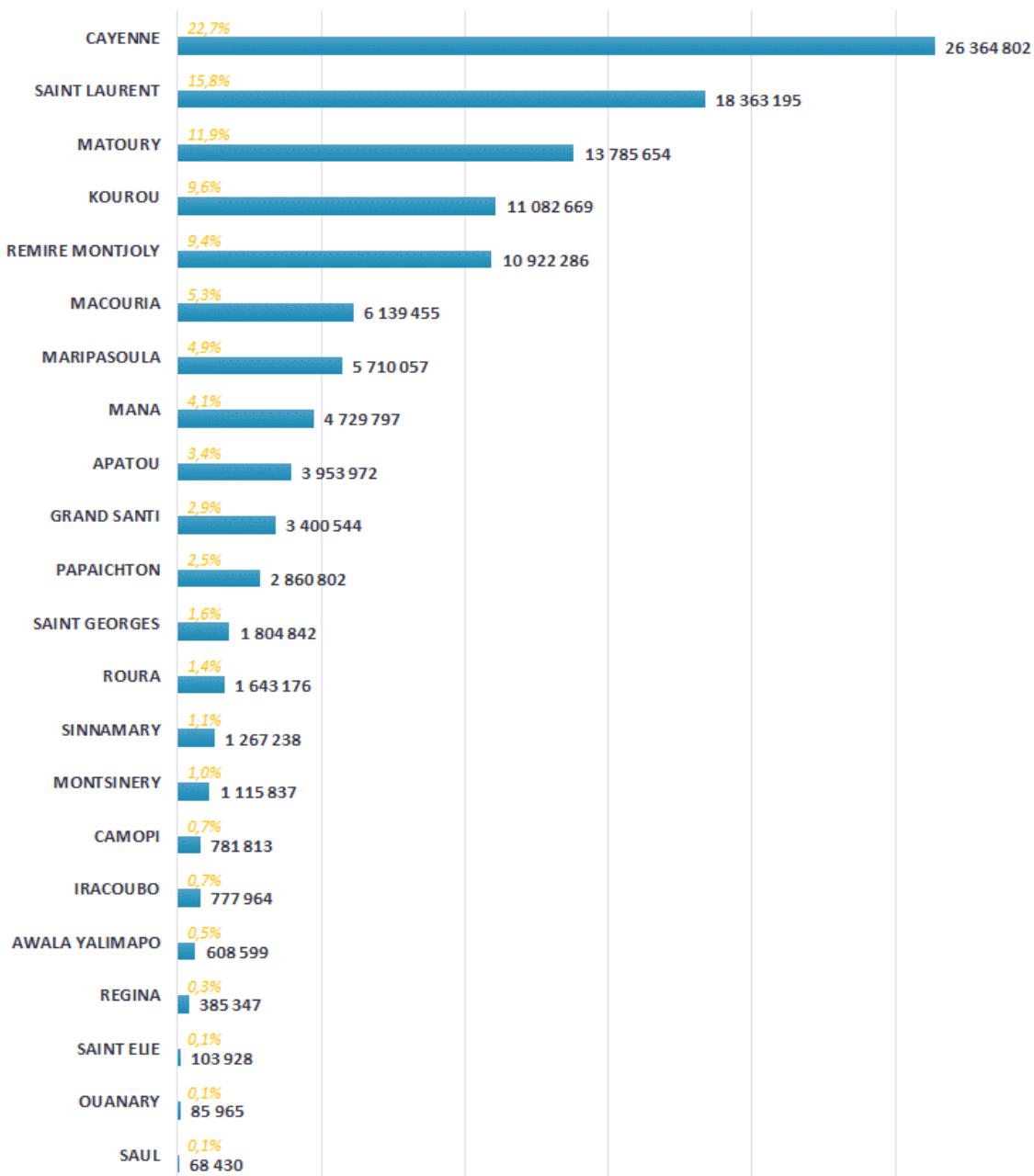
Le montant de la DGG réparti entre les communes s'élève à 115,9 millions d'€ en 2020, en progression de 2,7% par rapport à 2019.

La clé de répartition principale privilégiant le nombre d'habitants, **la commune de Cayenne est logiquement la première bénéficiaire en montant avec 26,3 M d'€ de DDG, soit de 22,7% de la DGG répartie en 2020.**

A contrario, du fait de leur faible nombre d'habitant, **trois communes ne bénéficient que de 0,1% de la DGG annuelle:**

- ❖ SAINT ELIE
- ❖ OUANARY
- ❖ SAUL

Répartition de la DGG entre les Communes de Guyane en 2020



% en orange = part de la DGG

Répartition du FRDE entre les Communes

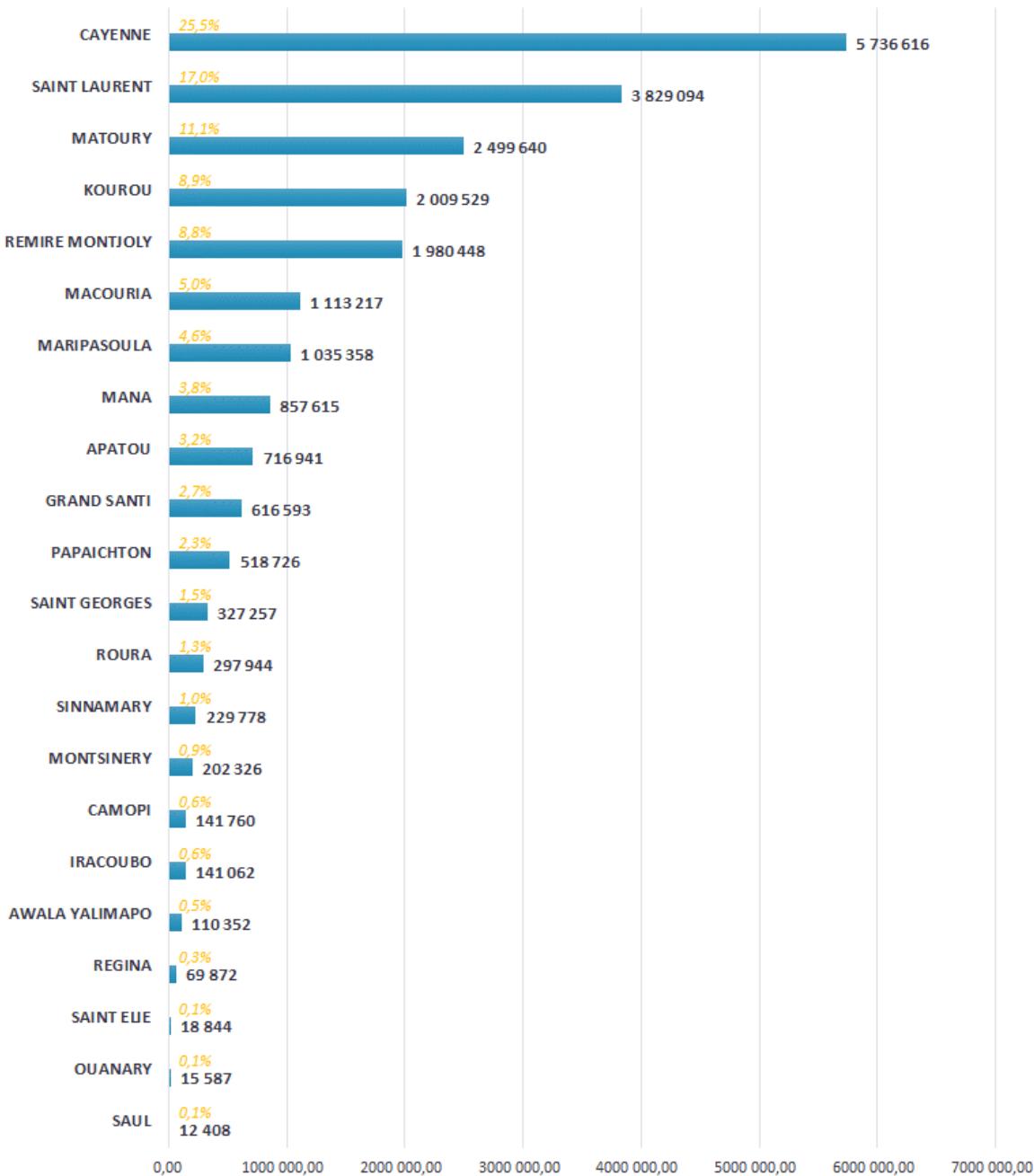
Le montant du FRDE collecté pour les communes s'élève à 22 480 966 € en 2020 en diminution de 35,8% par rapport à 2019.

La clé de répartition principale privilégiant le nombre d'habitants, la commune de Cayenne est logiquement la première bénéficiaire en montant avec 5,7 M d'€ de FRDE en 2020, soit de 25,5% du FRDE réparti entre les communes.

A contrario, du fait de leur faible nombre d'habitants, trois communes ne bénéficient chacune que de moins de 0,1% du FRDE en moyenne annuelle :

- ❖ SAINT ELIE
- ❖ OUANARY
- ❖ SAUL

Répartition du FRDE entre les Communes de Guyane en 2020



% en orange = part du FRDE

↳ *Du fait d'une occupation contrastée du territoire, on observe une atomicité particulièrement forte dans la répartition de la recette.*

ANNEXES : DETAIL DE LA DEPENSE FISCALE D'OCTROI DE MER INTERNE PAR ANNEE (2016 -2019)

Dépense fiscale d'Octroi de mer interne en 2016

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2016 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2016 (APC)
01 Animaux vivants	4	0	0
02 Viandes et abats comestibles	112	216 226	170 304
03 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	221	1 434 781	1 380 968
04 Lait et produits de laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	50	1 435 018	1 435 018
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	5	54 543	49 089
08 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	21	0	0
09 Café, thé, maté et épices	6	0	0
10 Céréales	24	0	0
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	86	94 327	92 526
17 Produits de l'industrie sucrière	21	40 832	39 470
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	27	2 118 362	2 003 865
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	159	780 377	530 146
21 Préparations alimentaires diverses	11	264 785	248 182
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	33	6 649 492	1 169 561
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	12	0	0
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	5	1 561 197	1 561 197
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	1	0	0
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	6	230 343	228 720
34 Savons; agents de surface organiques; préparations pour lessives; cires; bougies; produits d'entretien; pâtes à modeler; cires pour l'art dentaire	9	0	0
38 Produits divers des industries chimiques	4	1 611 054	1 611 054
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	27	177 478	172 099
42 Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	1	0	0
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	34	7 110 315	7 085 681
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	24	0	0
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	9	349 466	349 466
59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	1	0	0
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	3	68 662	56 646
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	10	38 984	32 162
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons	3	29 213	24 141
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	15	1 094 202	1 094 202
70 Verre et ouvrages en verre	4	72 355	59 693
72 Fonte, fer et acier	50	38 007	26 054

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2016 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2016 (APC)
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	55	3 339 062	2 829 768
74 Cuivre et ouvrages en cuivre	8	0	0
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	32	2 678 986	2 545 031
79 Zinc et ouvrages en zinc	1	2 133	1 760
82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	6	0	0
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	1	0	0
85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires	5	0	0
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	22	659 129	391 291
TOTAL	1 128	32 149 329	25 188 095

Dépense fiscale d'Octroi de mer interne en 2017

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2017 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2017(APC)
01 Animaux vivants	4	0	0
02 Viandes et abats comestibles	112	337 291	284 369
03 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	221	1 169 422	1 116 991
04 Lait et produits de laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	50	1 388 891	1 388 891
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	5	33 884	30 495
08 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	21	0	0
09 Café, thé, maté et épices	6	0	0
10 Céréales	24	0	0
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	86	206 403	197 126
17 Produits de l'industrie sucrière	21	37 890	36 627
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	27	2 263 628	2 144 196
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	159	814 369	552 944
21 Préparations alimentaires diverses	11	254 630	239 597
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	33	7 092 817	1 296 827
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	12	0	0
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	5	2 171 104	2 171 104
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	1	0	0
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	6	242 743	240 960
34 Savons; agents de surface organiques; préparations pour lessives; cires; bougies; produits d'entretien; pâtes à modeler; cires pour l'art dentaire	9	0	0
38 Produits divers des industries chimiques	4	1 936 150	1 936 150
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	27	184 078	177 608
42 Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	1	0	0
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	34	7 095 452	7 047 166
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	24	525	525
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	9	310 267	310 267
59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	1	0	0
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	3	64 001	52 801
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	10	44 004	36 303
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons	3	19 463	16 057
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	15	1 588 759	1 588 759
70 Verre et ouvrages en verre	4	93 954	77 512
72 Fonte, fer et acier	50	76 625	46 230

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2017 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2017(APC)
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	55	2 998 609	2 543 117
74 Cuivre et ouvrages en cuivre	8	0	0
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	32	3 297 495	3 132 478
79 Zinc et ouvrages en zinc	1	0	0
82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	6	0	0
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	1	71 753	61 058
85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires	5	0	0
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	22	258 945	169 189
TOTAL	1 128	34 053 149	26 895 346

Dépense fiscale d'Octroi de mer interne en 2018

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2018 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2018 (APC)
01 Animaux vivants	4	0	0
02 Viandes et abats comestibles	112	418 163	354 005
03 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	221	960 136	917 288
04 Lait et produits de laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	50	1 377 318	1 377 318
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	5	38 087	34 278
08 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	21	0	0
09 Café, thé, maté et épices	6	0	0
10 Céréales	24	0	0
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	86	135 545	130 627
17 Produits de l'industrie sucrière	21	31 746	30 688
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	27	2 433 668	2 311 007
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	159	796 374	539 829
21 Préparations alimentaires diverses	11	236 445	225 286
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	33	7 365 348	1 207 249
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	12	0	0
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	5	1 786 611	1 786 611
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	1	0	0
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	6	243 493	241 107
34 Savons; agents de surface organiques; préparations pour lessives; cires; bougies; produits d'entretien; pâtes à modeler; cires pour l'art dentaire	9	0	0
38 Produits divers des industries chimiques	4	2 146 070	2 146 070
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	27	208 407	200 903
42 Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	1	0	0
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	34	5 960 573	5 927 829
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	24	194 919	160 822
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	9	587 435	587 435
59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	1	0	0
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	3	86 232	71 142
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	10	58 656	48 391
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons	3	30 156	25 007
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	15	1 180 235	1 180 235
70 Verre et ouvrages en verre	4	72 156	59 529
72 Fonte, fer et acier	50	82 439	53 251

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2018 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2018 (APC)
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	55	3 952 439	3 329 530
74 Cuivre et ouvrages en cuivre	8	0	0
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	32	4 454 708	4 231 797
79 Zinc et ouvrages en zinc	1	0	0
82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	6	0	0
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	1	31 956	27 193
85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires	5	0	0
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	22	704 204	404 820
TOTAL	1 128	35 573 519	27 609 246

Dépense fiscale d'Octroi de mer interne en 2019

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2019 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2019 (APC)
01 Animaux vivants	4	0	0
02 Viandes et abats comestibles	112	432 157	368 313
03 Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	221	1 070 340	997 063
04 Lait et produits de laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale	50	1 048 018	1 048 018
07 Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	5	59 189	53 270
08 Fruits comestibles, écorces d'agrumes ou de melons	21	0	0
09 Café, thé, maté et épices	6	0	0
10 Céréales	24	0	0
16 Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	86	93 437	87 156
17 Produits de l'industrie sucrière	21	36 189	34 983
19 Préparations à base de céréales, farines, amidons, féculles ou de lait, pâtisseries	27	2 591 357	2 461 593
20 Préparation de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	159	622 316	422 369
21 Préparations alimentaires diverses	11	173 194	165 789
22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	33	7 878 165	1 425 416
23 Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	12	0	0
25 Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciment	5	1 441 184	1 441 184
28 Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes	1	0	0
32 Extraits tannants ou tinctoriaux et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	6	239 675	236 323
34 Savons; agents de surface organiques; préparations pour lessives; cires; bougies; produits d'entretien; pâtes à modeler; cires pour l'art dentaire	9	0	0
38 Produits divers des industries chimiques	4	2 089 972	2 089 972
39 Matières plastiques et ouvrages en ces matières	27	167 615	160 595
42 Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	1	0	0
44 Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	34	5 806 618	5 772 645
48 Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	24	264 837	218 491
49 Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	9	593 489	593 489
59 Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	1	0	0
61 Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	3	16 232	13 392
62 Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	10	7 747	6 391
63 Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperies et chiffons	3	24 405	20 352
68 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues	15	1 137 726	1 137 726
70 Verre et ouvrages en verre	4	69 896	57 664
72 Fonte, fer et acier	50	88 176	52 718

DESIGNATION SH2	Nombre de code NC8 en liste européenne	Dépense fiscale potentielle 2019 par application des surcoûts 2015 ou par application du maximum autorisé par l'UE (APC)	Dépense fiscale effective 2019 (APC)
73 Ouvrages en fonte, fer ou acier	55	3 805 773	3 223 834
74 Cuivre et ouvrages en cuivre	8	0	0
76 Aluminium et ouvrages en aluminium	32	2 883 799	2 739 516
79 Zinc et ouvrages en zinc	1	0	0
82 Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	6	0	0
84 Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	1	168 055	143 007
85 Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images; parties et accessoires	5	0	0
94 Meubles; appareils d'éclairage; enseignes lumineuses; plaques indicatrices; luminaires et articles similaires; constructions préfabriquées	22	38 826	37 336
TOTAL	1 128	32 848 388	25 008 603